

Observatoire statistique de l'Île-de-France

Numéro 13
Année 2020

Directeur de la publication : Didier Malric, directeur de l'Urssaf Ile-de-France

Rédacteur : Matthieu Goussot

Département Statistiques Urssaf Ile-de-France : stats.idf@urssaf.fr

Réalisation : Service PAO Urssaf Ile-de-France

Dépôt légal : en cours - ISSN : en cours - Photos : @Adobe Stock.com



Sommaire

Chiffres Ile-de-France

avec tableaux comparatifs entre les départements

1 - Les établissements, effectifs et masses salariales dans le secteur privé	3
2 - Les déclarations préalables à l'embauche	10
3 - Les exonérations	14

Chiffres départementaux

Paris (75)	19
Seine-et-Marne (77)	25
Yvelines (78)	31
Essonne (91)	37
Hauts-de-Seine (92)	43
Seine-Saint-Denis (93)	49
Val-de-Marne (94)	55
Val-d'Oise (95)	61



À propos des données

Au fil des formalités réalisées par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, ainsi que dans le cadre de ses missions complémentaires (lutte contre le travail illégal, politique d'allégement et d'exonérations sociales, etc.), l'Urssaf Île-de-France collecte des données essentielles sur le tissu économique, l'emploi et les revenus du travail en Île-de-France.

Ces informations chiffrées sont mises à disposition des acteurs socio-économiques pour une prise de décision éclairée : préfetures, conseil régional, conseils départementaux, chambres de commerce et d'industrie, mairies, Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de Sécurité sociale (MNC)...

L'Urssaf Île-de-France met également son expertise au service de la Caisse nationale des Urssaf, qui centralise les informations du réseau des Urssaf puis intervient auprès des autorités nationales et européennes.

La présente publication s'appuie sur les données de la base Séquoia qui centralise depuis janvier 1997 les effectifs et les assiettes salariales issus des obligations déclaratives des employeurs : le bordereau récapitulatif des cotisations (BRC), et la déclaration sociale nominative (DSN) qui, depuis mars 2015, se substitue au BRC.

La définition du champ du secteur privé correspond à celle retenue dans le cadre du partenariat Urssaf-Insee-Dares selon la définition de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP). Elle couvre l'ensemble des cotisants du champ concurrentiel affiliés au régime général, domiciliés en France, hors agriculture, sylviculture et pêche (secteur AZ, qui relève en grande partie de la Mutualité sociale agricole), hors activités extraterritoriales (UZ) et hors salariés des particuliers employeurs, en France.

La présente publication mobilise les données d'effectifs intérimaires produites par la Dares. Les données ne sont pas désaisonnalisées dans cet observatoire. Les niveaux peuvent donc être légèrement différents de ceux de la note de conjoncture trimestrielle StatUR Île-de-France.

AVERTISSEMENT : l'intégration des données individuelles dans la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés, réalisée progressivement depuis 2016, a été finalisée. Les données sur les effectifs les plus récents sont désormais issues à 100 % de l'exploitation des données individuelles de la DSN.

La masse salariale (assiette déplafonnée) désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, déclarées au titre de la période d'emploi étudiée.

Dans cet observatoire, la masse salariale présentée est agrégée sur l'année.



L'effectif salarié est mesuré en fin de trimestre. Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf.

Dans cet observatoire, l'effectif présenté est l'effectif moyen annuel. Il est calculé en sommant les douze effectifs à chaque fin de mois puis en divisant par douze.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale à l'effectif. Il est habituellement calculé de façon mensuel ou trimestrielle. Or dans cet observatoire, le SMPT utilisé est annuel. Il est calculé en rapportant la masse salariale à l'effectif moyen annuel, en divisant par 12 pour parvenir à une grandeur mensuelle. Ce SMPT présente l'avantage de lisser les primes sur l'ensemble de l'année.

AVERTISSEMENT : Le recours aux dispositifs de chômage partiel et d'arrêts maladie a substitué aux salaires des indemnités non-soumises à cotisations sociales et donc non comptabilisées dans l'assiette salariale. Cela biaise ainsi le calcul du SMPT qui s'en trouve minoré.

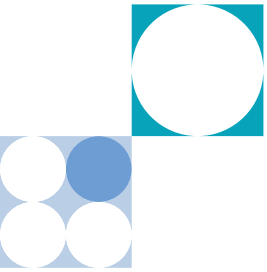
Le nombre d'établissements prend en compte les établissements qui présentent une assiette salariale non nulle lors du dernier mois de l'année.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) regroupent six formalités administratives liées à l'embauche. Ces déclarations permettent le suivi économique de l'embauche des salariés, car elles contiennent des informations obligatoires sur le type de contrat, le sexe et l'âge de l'embauché.

Les DPAE prises en compte correspondent aux déclarations pour des dates d'embauche comprises dans la période étudiée.

Cet observatoire reprend en partie les informations diffusées dans le Bilan embauche 2020, disponible sur notre site partenaires (<https://urstart-idf.fr>) ou sur demande.

Les exonérations sont également issues de la DSN. Les exonérations correspondent à l'ensemble des cotisations exonérées, qu'elles soient compensées ou non par l'État. Il est à noter que les données chiffrées de cette publication sont différentes de celles recensées dans les comptes de la Sécurité sociale. En effet, sont présentées ici les exonérations mesurées de janvier à décembre, se rapportant aux déclarations du mois ou du trimestre précédent. Il ne s'agit donc pas de données en droits constatés qui neutralisent ce décalage par la prise en compte des produits à recevoir.



Lexique

CDD : Contrat à durée déterminée

CDI : Contrat à durée indéterminée

Dares : Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

DPAE : Déclaration préalable à l'embauche

Insee : Institut national de la statistique et des études économiques

MSA : Mutualité sociale agricole

NCA : Non classés ailleurs

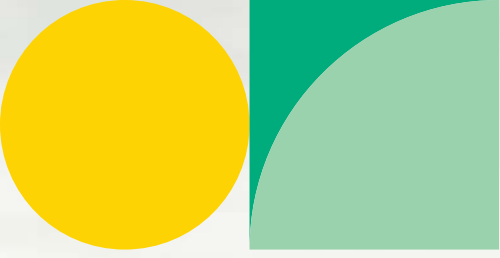
Smic : Salaire minimum interprofessionnel de croissance

SMPT : Salaire moyen par tête

Urssaf : Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales

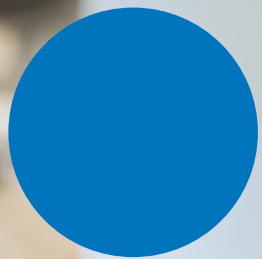
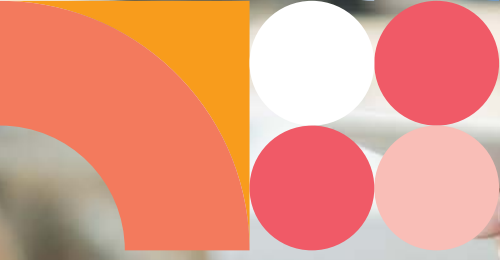
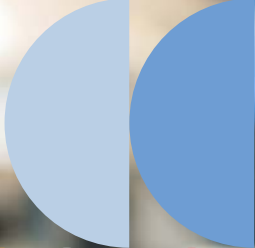
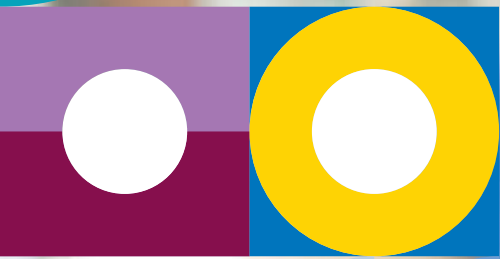
ZFU : Zone franche urbaine



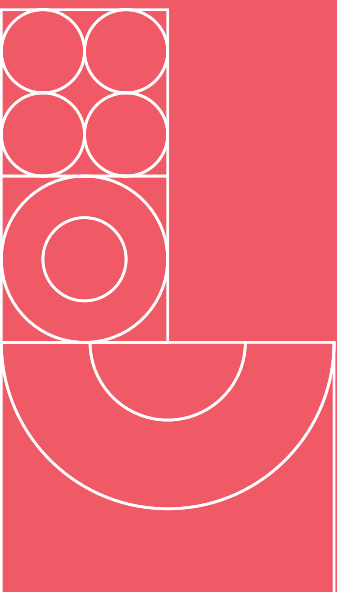
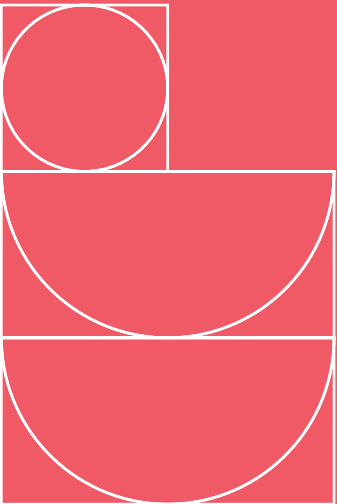
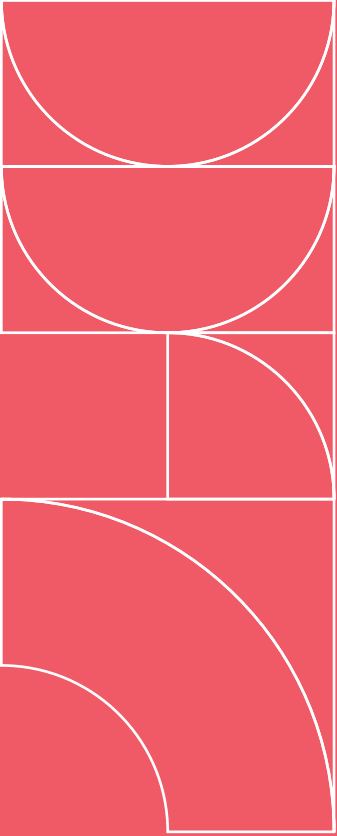


Chiffres Ile-de-France

Avec tableaux comparatifs
entre les départements



Île-de-France



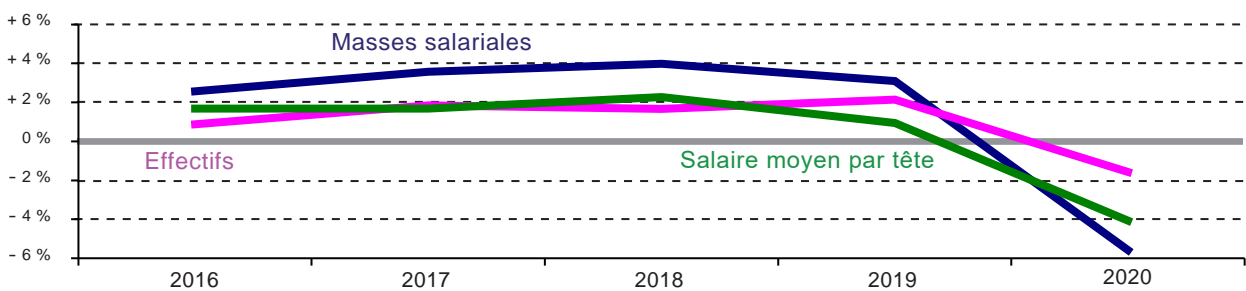
Les établissements, effectifs et masses salariales dans le secteur privé

Établissements, effectifs et masses salariales : évolutions comparées

	Niveau 2020	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2020/2016
		2016	2017	2018	2019	2020	
Masse salariale (en millions d'€)	182 346	+ 2,6 %	+ 3,6 %	+ 4,0 %	+ 3,1 %	- 5,6 %	+ 7,5 %
Effectifs salariés (en milliers)	4 685,3	+ 0,9 %	+ 1,9 %	+ 1,7 %	+ 2,1 %	- 1,6 %	+ 5,0 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 243	+ 1,7 %	+ 1,7 %	+ 2,3 %	+ 0,9 %	- 4,1 %	+ 2,4 %
Établissements	407 422	+ 0,3 %	- 0,4 %	+ 0,5 %	+ 2,2 %	+ 0,6 %	+ 3,3 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

L'emploi dans le secteur privé en Ile-de-France diminue de 1,6 % en moyenne par rapport à 2019 et affiche une baisse plus importante qu'au niveau national. Les activités franciliennes ont été plus durement touchées que celles des autres régions, notamment du fait d'une part plus importante de l'hébergement restauration, du transport aérien et des activités culturelles. Ces secteurs ont été frappés de plein fouet par les impacts de la crise sanitaire et des confinements successifs. Cette diminution représente une perte nette moyenne de 75 000 emplois au cours de l'année 2020, portant le nombre total des effectifs salariés à 4,685 millions.

Le recours aux dispositifs de chômage partiel et d'arrêts maladie a substitué aux salaires des indemnités non-soumises à cotisations sociales et donc non comptabilisées dans l'assiette salariale. Cela a eu pour conséquence une baisse annuelle de la masse salariale des entreprises franciliennes du secteur privé de 5,6 % par rapport à 2019.

Le salaire moyen par tête francilien est également victime du biais qu'induit le chômage partiel avec une baisse de 4,1 % sur un an. Il s'élève à 3 243 euros.

Le nombre d'établissements en région parisienne augmente de 0,6 %, ce qui représente la création de 2 600 établissements en 2020.

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements (en nombre)		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	105	+ 1,0 %	2,4	+ 1,4 %	138	- 1,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	5 557	+ 2,5 %	51,7	+ 0,1 %	1 552	- 7,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	1 355	- 1,5 %	16,7	- 4,2 %	669	- 9,3 %
CC	Bois et papier	1 224	- 2,7 %	13,1	- 4,3 %	492	-12,5 %
CD	Cokéfaction et raffinage	11	- 8,3 %	1,5	- 5,7 %	90	- 8,2 %
CE	Industrie chimique	466	+ 3,1 %	25,9	- 1,0 %	1 628	- 0,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	130	+ 0,8 %	15,5	- 0,5 %	1 031	+ 2,1 %
CG	Industrie pharmaceutique, produits non minéraux	763	- 1,3 %	17,8	- 2,0 %	811	- 6,2 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	1 400	- 2,0 %	23,4	- 3,1 %	924	-10,1 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	533	+ 0,4 %	36,9	+ 0,6 %	2 234	- 0,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	331	- 1,5 %	11,2	- 1,9 %	650	- 4,2 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	530	- 3,8 %	14,6	- 2,2 %	725	- 6,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	262	- 1,5 %	68,9	- 2,6 %	3 947	- 8,7 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	3 031	+ 0,6 %	41,7	+ 0,3 %	1 852	- 5,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	404	- 1,5 %	41,0	- 0,7 %	2 586	+ 1,1 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	908	+ 1,3 %	29,6	- 0,4 %	1 068	- 2,3 %
FZ	Construction	42 898	+ 4,2 %	329,6	+ 3,8 %	9 618	- 3,7 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	75 377	+ 0,2 %	697,6	- 1,4 %	25 148	- 6,4 %
HZ	Transports et entreposage	14 750	- 1,7 %	373,5	- 0,8 %	12 689	-11,1 %
IZ	Hébergement et restauration	38 615	- 0,2 %	315,2	- 4,4 %	4 883	-37,7 %
JA	Édition et Audiovisuel	9 481	+ 0,4 %	132,9	- 1,8 %	7 465	- 3,7 %
JB	Télécommunications	1 212	+ 4,8 %	51,8	+ 0,4 %	2 872	- 0,2 %
JC	Activités informatiques	14 426	+ 7,0 %	234,7	+ 1,3 %	13 038	- 0,2 %
KZ	Activités financières et d'assurance	18 287	+ 1,4 %	307,9	- 1,5 %	21 496	+ 0,9 %
LZ	Activités immobilières	13 836	+ 0,4 %	78,5	- 1,7 %	3 185	- 3,1 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	40 730	+ 3,7 %	421,0	+ 0,7 %	24 606	- 1,9 %
MB	Recherche et développement	968	+ 2,8 %	41,9	+ 1,0 %	2 414	+ 2,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	8 202	+ 1,5 %	90,3	- 3,3 %	4 296	- 5,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	49 799	- 2,2 %	549,6	- 7,0 %	12 346	- 8,3 %
OZ	Administration publique	399	+ 3,9 %	41,8	- 1,0 %	1 678	+ 0,2 %
PZ	Enseignement	7 186	+ 0,2 %	86,7	- 1,9 %	2 414	- 5,0 %
QA	Activités pour la santé humaine	11 259	+ 1,8 %	108,4	+ 1,4 %	3 492	+ 1,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	7 679	+ 3,2 %	200,8	+ 1,0 %	4 558	- 0,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	10 549	- 9,8 %	86,9	- 6,0 %	2 456	-23,2 %
SZ	Autres activités de services	24 759	- 0,9 %	124,4	- 2,8 %	3 293	- 8,5 %
	TOTAL	407 422	+ 0,6 %	4 685,3	- 1,6 %	182 346	- 5,6 %
	Industrie	17 010	+ 0,3 %	411,9	- 1,3 %	20 401	- 4,6 %
	Construction	42 898	+ 4,2 %	329,6	+ 3,8 %	9 618	- 3,7 %
	Tertiaire	347 514	+ 0,2 %	3 943,8	- 2,0 %	152 327	- 5,8 %
	Dont Tertiaire hors intérim	344 776	+ 0,2 %	3 842,6	- 1,3 %	151 592	- 5,7 %
	Intérim	2 738	- 0,4 %	101,2	-24,4 %	735	-22,8 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Le tertiaire hors intérim au cœur des restrictions sanitaires

L'emploi dans le tertiaire hors intérim est en diminution de 1,3 % en moyenne sur l'année (49 200 emplois nets détruits). La baisse de ce grand secteur représentant 82,0 % des emplois privés d'Île-de-France s'explique en grande partie par les restrictions sanitaires qui ont touché des secteurs clés : l'hébergement restauration, le transport aérien, l'audiovisuel et les arts, spectacles et activités récréatives.

La construction au beau fixe

Le nombre de salariés dans la construction affiche en moyenne une hausse de 3,8 % comparée à 2019. La poursuite de l'activité durant le second confinement a permis à ce secteur de poursuivre son expansion. Le secteur continue de profiter d'un environnement favorable grâce aux investissements publics et privés, réalisés notamment dans le cadre du Grand Paris Express et des jeux Olympiques d'été de 2024.

L'industrie francilienne poursuit son érosion

Après une année d'accalmie, l'industrie francilienne connaît de nouveau des diminutions de postes, avec un solde moyen négatif en 2020 (- 1,3 %). La crise sanitaire a notamment nuit à la fabrication de matériels

de transport (- 2,6 %) qui a été contrainte à une réduction de sa production. L'habillement, textile et cuir (- 4,2 %) et le secteur bois et papier (- 4,3 %) continuent de perdre des emplois à un rythme soutenu.

L'intérim s'ajuste au contexte de crise

En 2020, l'intérim a fortement chuté dès l'annonce du premier confinement et a alors atteint un point bas. Il est ensuite remonté tout au long de l'année sans atteindre les niveaux d'avant crise et affiche ainsi en moyenne une diminution de 24,4 % par rapport à 2019. Cela correspond en moyenne à une perte de 32 700 intérimaires sur l'année.

Le nombre d'établissements

Répartition des établissements par département

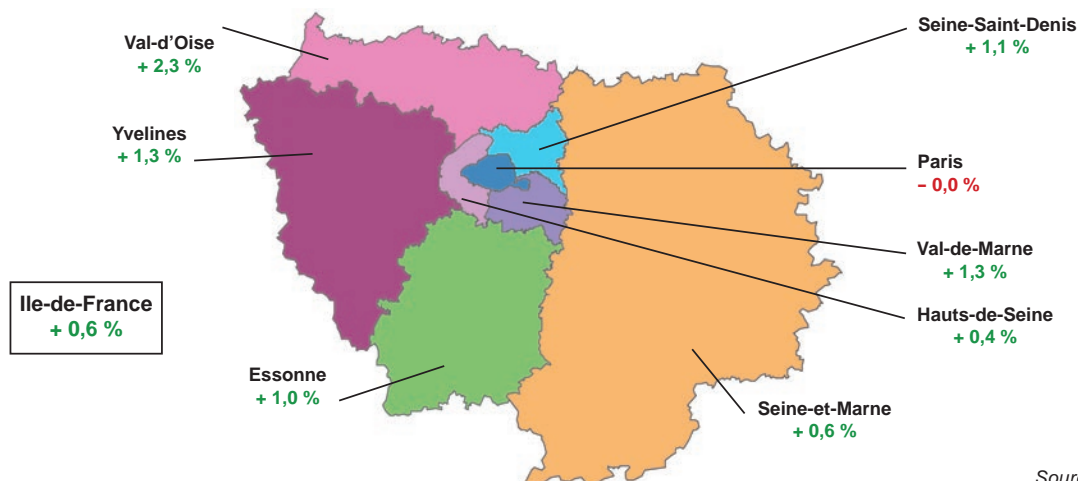
	2019	2020	Poids département
Paris	158 076	158 001	38,8 %
Seine-et-Marne	32 015	32 208	7,9 %
Yvelines	33 469	33 896	8,3 %
Essonne	28 403	28 682	7,0 %
Hauts-de-Seine	50 223	50 439	12,4 %
Seine-Saint-Denis	40 933	41 384	10,2 %
Val-de-Marne	34 335	34 768	8,5 %
Val-d'Oise	27 409	28 044	6,9 %
Ile-de-France	404 863	407 422	100,0 %

Source : Urssaf

Le nombre d'établissements augmente cette année (+ 0,6 %) et correspond à la création de plus de 2 500 établissements en 2020.

Tous les départements d'Ile-de-France, à l'exception de Paris qui reste stable, voient leur nombre d'établissements augmenter avec une progression comprise entre + 0,4 % pour les Hauts-de-Seine et + 2,3 % pour le Val-d'Oise.

Évolution annuelle du nombre d'établissements par département



Source : Urssaf

Les effectifs salariés

Répartition des effectifs par département

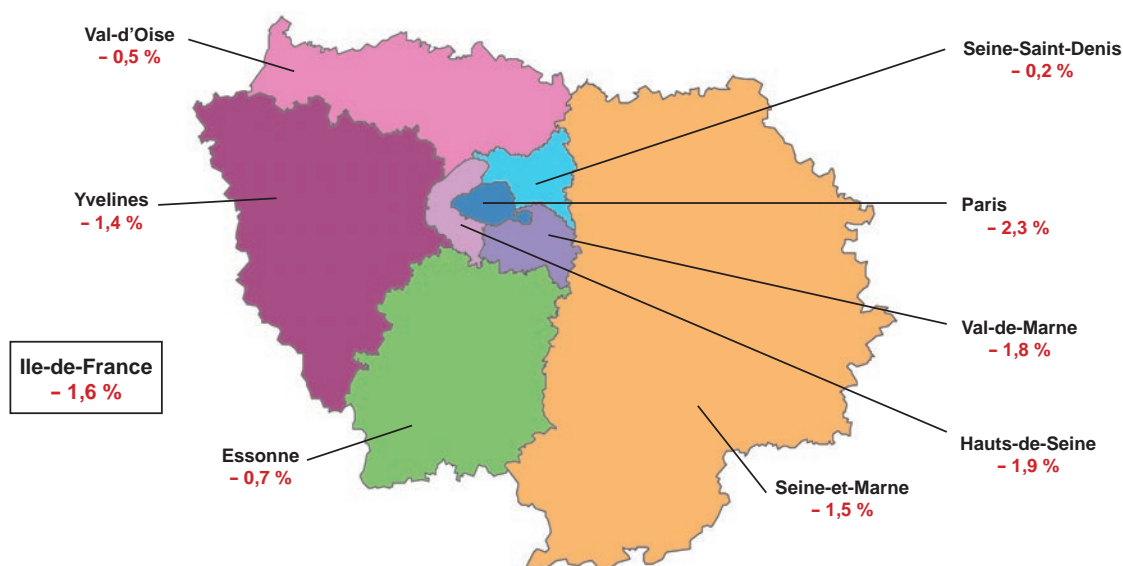
	2019	2020	Poids département
Paris	1 470,0	1 436,1	30,7 %
Seine-et-Marne	374,1	368,5	7,9 %
Yvelines	406,2	400,6	8,5 %
Essonne	354,5	352,1	7,5 %
Hauts-de-Seine	950,6	932,7	19,9 %
Seine-Saint-Denis	502,7	501,8	10,7 %
Val-de-Marne	404,8	397,6	8,5 %
Val-d'Oise	297,4	296,0	6,3 %
Ile-de-France	4 760,3	4 685,3	100,0 %

En milliers

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les salariés franciliens du secteur privé représentent 26,7 % des effectifs nationaux (sur le champ de l'étude de cette publication). Paris regroupe 30,7 % des effectifs salariés franciliens du régime général, suivi par les Hauts-de-Seine avec 19,9 % et la Seine-Saint-Denis avec 10,7 %.

Évolution annuelle des effectifs par département



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution de l'effectif salarié par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Niveau trimestriel (en milliers)	Glissement annuel		
			Année 2020	2020	2019
BZ	Industries extractives	2,4	+ 1,4 %	+ 3,0 %	+ 3,5 %
CA	Industries agro-alimentaires	51,7	+ 0,1 %	+ 3,5 %	+ 0,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	16,7	- 4,2 %	+ 1,7 %	+ 1,1 %
CC	Bois et papier	13,1	- 4,3 %	- 5,0 %	- 5,2 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1,5	- 5,7 %	- 3,8 %	- 3,2 %
CE	Industrie chimique	25,9	- 1,0 %	+ 2,4 %	- 0,1 %
CF	Industrie pharmaceutique	15,5	- 0,5 %	- 1,4 %	- 2,3 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	17,8	- 2,0 %	- 1,4 %	+ 0,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	23,4	- 3,1 %	- 1,5 %	- 0,9 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	36,9	+ 0,6 %	+ 0,8 %	+ 1,2 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	11,2	- 1,9 %	- 2,2 %	- 1,3 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	14,6	- 2,2 %	- 0,2 %	- 0,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	68,9	- 2,6 %	+ 0,1 %	- 0,7 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	41,7	+ 0,3 %	+ 1,6 %	- 1,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	41,0	- 0,7 %	+ 0,1 %	- 2,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	29,6	- 0,4 %	+ 1,9 %	+ 2,4 %
FZ	Construction	329,6	+ 3,8 %	+ 6,3 %	+ 4,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	697,6	- 1,4 %	+ 1,0 %	+ 0,6 %
HZ	Transports et entreposage	373,5	- 0,8 %	+ 1,7 %	+ 1,3 %
IZ	Hébergement et restauration	315,2	- 4,4 %	+ 3,3 %	+ 3,1 %
JA	Édition et Audiovisuel	132,9	- 1,8 %	+ 1,1 %	- 2,3 %
JB	Télécommunications	51,8	+ 0,4 %	- 0,1 %	+ 0,9 %
JC	Activités informatiques	234,7	+ 1,3 %	+ 5,1 %	+ 6,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	307,9	- 1,5 %	+ 1,1 %	+ 1,1 %
LZ	Activités immobilières	78,5	- 1,7 %	+ 0,3 %	- 0,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	421,0	+ 0,7 %	+ 4,1 %	+ 3,6 %
MB	Recherche et développement	41,9	+ 1,0 %	+ 2,7 %	+ 2,2 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	90,3	- 3,3 %	+ 2,7 %	+ 0,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	549,6	- 7,0 %	+ 2,0 %	+ 2,6 %
OZ	Administration publique	41,8	- 1,0 %	- 1,7 %	- 2,7 %
PZ	Enseignement	86,7	- 1,9 %	+ 0,3 %	+ 1,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	108,4	+ 1,4 %	+ 0,7 %	+ 1,0 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	200,8	+ 1,0 %	+ 2,0 %	+ 1,6 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	86,9	- 6,0 %	+ 1,6 %	+ 0,5 %
SZ	Autres activités de services	124,4	- 2,8 %	+ 0,9 %	- 0,3 %
	Industrie	411,9	- 1,3 %	+ 0,6 %	- 0,4 %
	Construction	329,6	+ 3,8 %	+ 6,3 %	+ 4,0 %
	Tertiaire	3 943,8	- 2,0 %	+ 2,0 %	+ 1,7 %
	Dont Tertiaire hors intérim	3 842,6	- 1,3 %	+ 2,0 %	+ 1,6 %
	Intérim	101,2	- 24,4 %	+ 0,9 %	+ 5,8 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les effectifs moyens salariés sont en diminution de 1,6 % par rapport à 2019 en Ile-de-France. La baisse des effectifs est importante à Paris (- 2,3 %), dans les Hauts-de-Seine (- 1,9 %) et dans le Val-de-Marne (- 1,8 %). A contrario, le Val-d'Oise (- 0,5 %) et la Seine-Saint-Denis (- 0,2 %) voient leurs pertes limitées.

Dans l'industrie, l'emploi francilien est en baisse de 1,3 %. La majorité des secteurs connaissent une diminution de leurs effectifs. La crise sanitaire a notamment aggravé le repli de l'emploi dans la fabrication de matériels de transport (- 2,6 %). Dans les deux principaux départements employeurs, la tendance est différenciée (- 4,4 % pour les Yvelines contre une hausse de 1,0 % pour les Hauts-de-Seine). L'habillement, textile et cuir détruit de l'emploi (- 4,2 %) particulièrement à Paris (- 8,6 %). Les industries de bois et papier reculent de 4,3 %, notamment dans l'Essonne (- 6,3 %).

Le nombre de salariés de la construction croît rapidement (+ 3,8 %), porté par une conjoncture favorable. La hausse des effectifs a été importante en Seine-Saint-Denis (+ 5,6 %) ainsi que dans le Val-d'Oise (+ 5,9 %).

Le secteur de l'intérim s'est ajusté rapidement et fortement au contexte de crise. Ses effectifs diminuent ainsi de 24,4 %.

L'emploi dans le tertiaire hors intérim est en baisse de 1,3 % en moyenne sur l'année, du fait des fortes baisses constatées dans les arts, spectacles et activités récréatives (- 6,0 %), l'hébergement restauration (- 4,4 %) et le commerce (- 1,4 %).

Pour les arts, spectacles et activités récréatives les baisses relatives les plus importantes ont lieu en grande couronne : Val-d'Oise (- 15,0 %), Yvelines (- 9,0 %) et l'Essonne (- 8,5 %) alors qu'en baisse absolue c'est à Paris (- 6,2 %) que le déficit d'emploi moyen est le plus grand (- 2 000). Pour l'hébergement et la restauration, les diminutions les plus conséquentes sont à Paris (- 6,7 %) et en Seine-et-Marne (- 5,2 %). C'est également à Paris que le commerce francilien a le plus souffert (- 3,5 %).

À l'inverse, les activités informatiques (+ 1,3 %) et les activités pour la santé humaine (+ 1,4 %) enregistrent des gains limités d'effectifs. Le premier secteur gagne des salariés notamment à Paris (+ 5,3 %) et en Seine-et-Marne (+ 2,8 %) et le second a particulièrement crû dans le Val-d'Oise (+ 3,0 %) et en Seine-Saint-Denis (+ 2,8 %).

Les masses salariales

Répartition des masses salariales par département

	2019	2020	Poids département
Paris	61 905	64 747	33,0 %
Seine-et-Marne	11 198	11 504	5,9 %
Yvelines	15 359	15 804	8,1 %
Essonne	12 438	12 650	6,5 %
Hauts-de-Seine	48 545	49 557	25,3 %
Seine-Saint-Denis	17 596	18 163	9,3 %
Val-de-Marne	13 927	14 335	7,3 %
Val-d'Oise	9 118	9 320	4,8 %
Ile-de-France	190 085	196 080	100,0 %

En millions d'€

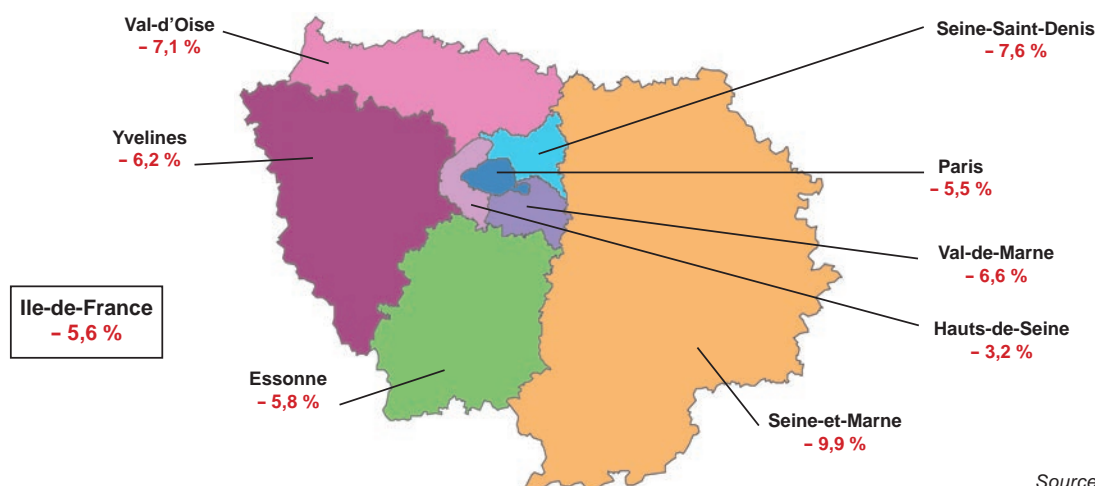
Source : Urssaf

La masse salariale diminue de 5,6 % sur la totalité de l'année 2020 du fait d'un recours important aux dispositifs de chômage partiel et d'arrêts maladie. Même si tous les départements franciliens subissent de fortes baisses, elles ne sont pas de la même ampleur. En effet, la chute est de 9,9 % en Seine-et-Marne alors qu'elle est plus contenue dans les Hauts-de-Seine (- 3,2 %).

Les départements de Paris et des Hauts-de-Seine représentant les deux plus gros pôles d'activité en Ile-de-France comptabilisent près de 60 % de la masse salariale francilienne.

La masse salariale de l'Ile-de-France représente 33,5 % de la masse salariale nationale (sur le champ de l'étude de cette publication). Cette part est inférieure de 0,2 point par rapport aux années précédentes.

Évolution annuelle des masses salariales par département



Source : Urssaf

Évolution des masses salariales par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Niveau trimestriel (en millions d'€)	Glissement annuel		
			Année 2020	2020	2019
BZ	Industries extractives	138	- 1,3 %	+ 8,1 %	+ 9,6 %
CA	Industries agro-alimentaires	1 552	- 7,0 %	+ 4,4 %	+ 1,7 %
CB	Habillement, textile et cuir	669	- 9,3 %	+ 3,3 %	+ 4,1 %
CC	Bois et papier	492	- 12,5 %	- 2,9 %	- 4,3 %
CD	Cokéfaction et raffinage	90	- 8,2 %	- 4,9 %	- 3,4 %
CE	Industrie chimique	1 628	- 0,6 %	+ 4,5 %	+ 1,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	1 031	+ 2,1 %	- 0,3 %	- 3,5 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	811	- 6,2 %	+ 0,5 %	+ 0,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	924	- 10,1 %	- 0,6 %	+ 1,0 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	2 234	- 0,8 %	+ 1,5 %	+ 4,3 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	650	- 4,2 %	- 1,0 %	+ 2,1 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	725	- 6,2 %	+ 1,2 %	+ 1,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	3 947	- 8,7 %	+ 2,5 %	+ 2,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1 852	- 5,1 %	+ 2,3 %	+ 2,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	2 586	+ 1,1 %	- 0,6 %	+ 0,6 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1 068	- 2,3 %	+ 4,1 %	+ 3,9 %
FZ	Construction	9 618	- 3,7 %	+ 6,4 %	+ 5,5 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	25 148	- 6,4 %	+ 2,1 %	+ 2,8 %
HZ	Transports et entreposage	12 689	- 11,1 %	+ 2,5 %	+ 3,6 %
IZ	Hébergement et restauration	4 883	- 37,7 %	+ 4,7 %	+ 5,7 %
JA	Édition et Audiovisuel	7 465	- 3,7 %	+ 2,0 %	+ 2,3 %
JB	Télécommunications	2 872	- 0,2 %	- 0,8 %	+ 0,4 %
JC	Activités informatiques	13 038	- 0,2 %	+ 6,8 %	+ 8,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	21 496	+ 0,9 %	+ 2,0 %	+ 2,9 %
LZ	Activités immobilières	3 185	- 3,1 %	+ 1,8 %	+ 3,5 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	24 606	- 1,9 %	+ 3,9 %	+ 6,5 %
MB	Recherche et développement	2 414	+ 2,3 %	+ 3,8 %	+ 4,0 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	4 296	- 5,8 %	+ 3,6 %	+ 5,5 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	12 346	- 8,3 %	+ 3,4 %	+ 4,6 %
OZ	Administration publique	1 678	+ 0,2 %	- 0,7 %	- 1,7 %
PZ	Enseignement	2 414	- 5,0 %	+ 2,1 %	+ 4,0 %
QA	Activités pour la santé humaine	3 492	+ 1,2 %	+ 3,0 %	+ 3,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4 558	- 0,1 %	+ 3,5 %	+ 3,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	2 456	- 23,2 %	+ 4,8 %	+ 4,9 %
SZ	Autres activités de services	3 293	- 8,5 %	+ 2,3 %	+ 1,2 %
	Industrie	20 401	- 4,6 %	+ 1,7 %	+ 1,6 %
	Construction	9 618	- 3,7 %	+ 6,4 %	+ 5,5 %
	Tertiaire	152 327	- 5,8 %	+ 3,1 %	+ 4,2 %
	dont Tertiaire hors intérim	151 592	- 5,7 %	+ 3,1 %	+ 4,2 %
	Intérim	735	- 22,8 %	+ 3,7 %	+ 7,8 %

Source : Urssaf

La masse salariale de l'industrie en forte baisse

La masse salariale de l'industrie est en baisse de 4,6 % en 2020. Les industries pharmaceutiques (+ 2,1 %) et la production d'électricité et de gaz (+ 1,1 %) sont les deux seuls secteurs à afficher une hausse cette année. À l'inverse, le secteur du bois et papier voit son niveau se contracter à un rythme très soutenu (- 12,5 % après - 2,9 % l'an dernier) ainsi que la métallurgie (- 10,1 %) et l'habillement, textile et cuir (- 9,3 %) qui font également partie des baisses les plus importantes.

La construction pénalisée par l'arrêt au premier confinement

La construction connaît une baisse de sa masse salariale de 3,7 % par rapport à 2019 malgré la progression de ses effectifs. Celle-ci s'explique par l'arrêt du secteur lors du premier confinement de mars à mai et au fort recours au chômage partiel pendant cette période.

La masse salariale du tertiaire hors intérim en forte contraction

La masse salariale se contracte de 5,7 % dans ce grand secteur. Cependant les évolutions sont diverses selon la possibilité ou non d'effectuer les tâches de façon dématérialisée durant les confinements et qui a notamment conditionné le recours au chômage partiel. Ainsi les activités financières et d'assurance ont vu leur masse salariale globale augmenter (+ 0,9 %), à l'inverse de l'hébergement et restauration (- 37,7 %), des arts, spectacles et activités récréatives (- 23,2 %) ou des transports (- 11,1 %).

La masse salariale des secteurs impactés par les dispositifs sanitaires est également en hausse : les administrations publiques de statut privé (+ 0,2 % grâce notamment au contact tracing de l'Assurance Maladie), les activités pour la santé humaine (+ 1,2 %) et la recherche et développement (+ 2,3 %).

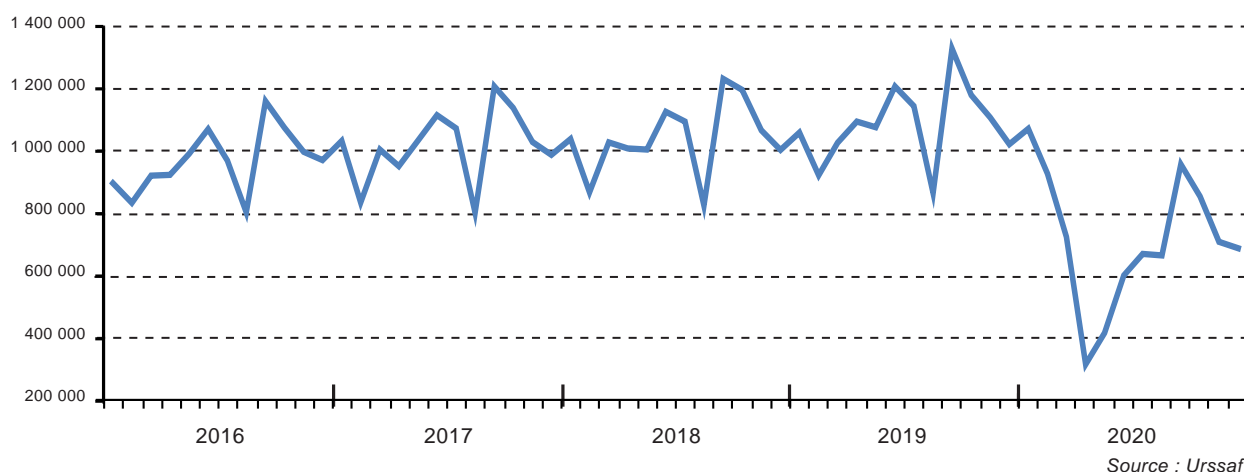
La masse salariale s'effondre dans l'intérim

En 2020, la masse salariale de l'intérim s'effondre (- 22,8 %). Elle a suivi dans des proportions comparables l'évolution des effectifs qui se sont ajustés rapidement au contexte de crise sanitaire.

Les déclarations préalables à l'embauche

Lors de l'embauche d'un salarié à l'exception des particuliers, tout employeur est tenu d'effectuer une Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) auprès de l'Urssaf ou de la Mutualité sociale agricole (MSA), selon le régime auquel il appartient. Les données qui suivent concernent uniquement les déclarations parvenues aux Urssaf et excluent donc les entreprises relevant de la MSA. La DPAE recouvre toutes les formes d'embauche (CDI, CDD de courte ou de longue durée, contrats d'intérim) quelle que soit la durée de travail (temps plein, temps partiel). Elle est un flux qui renseigne sur la mobilité professionnelle et non sur le dynamisme sectoriel.

Évolution régionale mensuelle du nombre de DPAE



Répartition et évolution des DPAE par département

	2019	2020	Évolution 2020/2019	Poids département
Paris	5 276,5	3 356,4	- 36,4 %	39,0 %
Seine-et-Marne	990,1	757,4	- 23,5 %	8,8 %
Yvelines	742,4	522,1	- 29,7 %	6,1 %
Essonne	862,3	681,0	- 21,0 %	7,9 %
Hauts-de-Seine	1 981,2	1 271,1	- 35,8 %	14,8 %
Seine-Saint-Denis	1 435,7	901,0	- 37,2 %	10,5 %
Val-de-Marne	876,8	582,0	- 33,6 %	6,8 %
Val-d'Oise	863,1	544,8	- 36,9 %	6,3 %
Ile-de-France	13 041,7	8 616,6	- 33,9 %	100,0 %

En milliers

Source : Urssaf

Durant l'année 2020, le nombre des DPAE en Ile-de-France a chuté de 33,9 % par rapport à l'année 2019 du fait des conséquences de la crise sanitaire. Les mois d'avril (- 71,0 % sur un an) et de mai (- 61,2 %) sont les deux mois les plus touchés de l'année alors que le mois d'août (- 23,1 %) se révèle le moins défavorable durant la période de crise.

Tous les départements d'Ile-de-France ont vu leur nombre évoluer à la baisse en 2020. La Seine-Saint-Denis affiche le plus fort recul sur un an (- 37,2 %), suivi du Val-d'Oise (- 36,9 %) et de Paris (- 36,4 %). La plupart des départements de la grande couronne ont des baisses moins importantes que la moyenne régionale : l'Essonne (- 21,0 %), la Seine-et-Marne (- 23,5 %) et les Yvelines (- 29,7 %).

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,3	0,3	- 6,7 %
CA	Industries agro-alimentaires	47,9	35,9	- 24,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	13,2	9,2	- 29,8 %
CC	Bois et papier	4,6	3,7	- 19,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,2	0,2	- 23,9 %
CE	Industrie chimique	6,5	4,9	- 24,2 %
CF	Industrie pharmaceutique	2,4	2,5	+ 0,7 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	4,1	3,1	- 24,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	5,9	4,1	- 29,7 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	6,3	4,4	- 29,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	2,3	2,0	- 14,6 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	3,2	2,1	- 33,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	8,0	4,9	- 39,2 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	12,7	10,2	- 19,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	5,5	5,0	- 8,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	10,9	9,0	- 17,4 %
FZ	Construction	241,7	222,1	- 8,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	479,5	371,9	- 22,4 %
HZ	Transports et entreposage	289,2	208,5	- 27,9 %
IZ	Hébergement et restauration	1 407,5	429,8	- 69,5 %
JA	Édition et audiovisuel	1 163,2	959,8	- 17,5 %
JB	Télécommunications	11,4	10,4	- 8,9 %
JC	Activités informatiques	108,0	80,1	- 25,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	88,7	66,7	- 24,8 %
LZ	Activités immobilières	47,1	34,9	- 25,9 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	258,3	165,9	- 35,8 %
MB	Recherche et développement	14,1	13,4	- 4,7 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	507,5	238,7	- 53,0 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	6 050,1	3 958,6	- 34,6 %
OZ	Administration publique	106,8	92,2	- 13,7 %
PZ	Enseignement	151,8	119,5	- 21,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	355,9	433,3	+ 21,8 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	612,9	560,5	- 8,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	859,7	451,9	- 47,4 %
SZ	Autres activités de services	139,5	95,1	- 31,9 %
	Activités diverses et non classées	15,0	1,9	- 87,2 %
	TOTAL	13 041,7	8 616,6	- 33,9 %
	Industrie	133,9	101,5	- 24,2 %
	Construction	241,7	222,1	- 8,1 %
	Tertiaire	12 666,1	8 293,1	- 34,5 %
	Dont Tertiaire hors intérim	7 805,9	5 001,9	- 35,9 %
	Intérim	4 860,2	3 291,1	- 32,3 %

En milliers

Source : Urssaf

Le nombre de DPAE enregistrées en 2020 diminue fortement pour la majorité des secteurs d'activité mais deux secteurs affichent des évolutions positives : les activités pour la santé humaine (+ 21,8 %) et l'industrie pharmaceutique (+ 0,7 %). Dans le premier secteur, la hausse est principalement localisée en Seine-Saint-Denis (+ 78,0 %), à Paris (+ 25,3 %) et dans les Hauts-de-Seine (+ 24,7 %) et s'explique essentiellement par la progression des CDD de moins d'un mois. Parmi les secteurs émettant le plus de DPAE, l'hébergement et restauration (- 69,5 % avec les baisses les plus conséquentes recensées à Paris et en Seine-Saint-Denis), les autres activités scientifiques et techniques (- 53,0 % en un an) et les arts, spectacles et activités récréatives (- 47,4 % notamment en Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise) affichent les baisses les plus importantes pour avoir été particulièrement touchés par les restrictions sanitaires.

D'autres diminutions significatives sont à signaler dans les activités de services administratifs et de soutien (- 43,9 %), les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (- 35,8 %), l'intérim (- 32,3 %), le secteur transports et entreposage (- 27,9 %), le commerce (- 22,4 %). La construction (- 8,1 %) a elle aussi été touchée mais dans des proportions moindres.

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,2	0,2	- 18,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	24,3	19,4	- 20,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	6,0	5,3	- 11,6 %
CC	Bois et papier	1,8	1,5	- 16,1 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,1	- 18,9 %
CE	Industrie chimique	3,3	2,6	- 21,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	1,5	1,4	- 6,4 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	2,0	1,6	- 22,6 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	3,4	2,5	- 25,9 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	4,4	2,9	- 35,6 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	1,4	1,3	- 8,4 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	2,0	1,3	- 31,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	5,2	2,7	- 47,1 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	7,2	5,5	- 23,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	3,3	3,0	- 10,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	5,8	4,7	- 19,3 %
FZ	Construction	156,2	147,8	- 5,3 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	204,3	155,2	- 24,0 %
HZ	Transports et entreposage	97,8	86,7	- 11,3 %
IZ	Hébergement et restauration	243,3	129,3	- 46,8 %
JA	Édition et audiovisuel	27,6	20,0	- 27,7 %
JB	Télécommunications	7,5	6,8	- 8,9 %
JC	Activités informatiques	75,7	53,6	- 29,1 %
KZ	Activités financières et d'assurance	44,8	36,0	- 19,6 %
LZ	Activités immobilières	18,2	14,2	- 21,7 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	127,0	91,6	- 27,9 %
MB	Recherche et développement	4,5	4,8	+ 6,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	23,0	16,5	- 28,3 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	146,0	110,6	- 24,2 %
OZ	Administration publique	8,2	8,3	+ 1,5 %
PZ	Enseignement	16,0	13,9	- 13,1 %
QA	Activités pour la santé humaine	27,9	29,2	+ 4,6 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	49,9	43,3	- 13,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	21,0	13,6	- 35,5 %
SZ	Autres activités de services	36,4	30,0	- 17,5 %
	Activités diverses et non classées	0,4	0,4	- 6,3 %
	TOTAL	1 407,5	1 067,8	- 24,1 %
	Industrie	72,0	55,9	- 22,3 %
	Construction	156,2	147,8	- 5,3 %
	Tertiaire	1 179,3	864,0	- 26,7 %

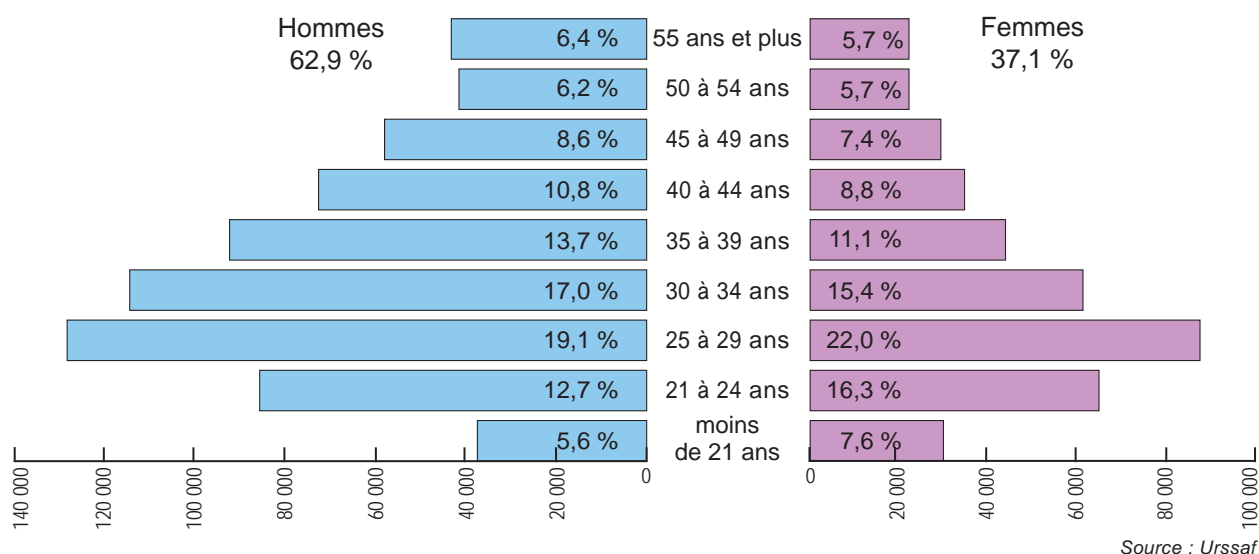
En milliers

Source : Urssaf

Les niveaux d'embauches en CDI (- 24,1 %) sont en diminution dans quasiment tous les secteurs. La construction (- 5,3 % sur un an) est le grand secteur qui résiste le mieux pour ce type de contrat. Le tertiaire (- 26,7 %) et l'industrie (- 22,3 %) ont en revanche subi des baisses conséquentes.

Dans le détail, le nombre de DPAE en CDI diminue fortement dans l'hébergement et la restauration (- 46,8 %), les arts, spectacles et activités récréatives (- 35,5 %) et les activités informatiques (- 29,1 %, notamment dans les Hauts-de-Seine). À l'inverse, le secteur des activités pour la santé humaine voit son nombre d'embauches croître significativement (+ 4,6 %) malgré des évolutions disparates selon les départements (+ 9,4 % à Paris contre - 10,0 % en Essonne).

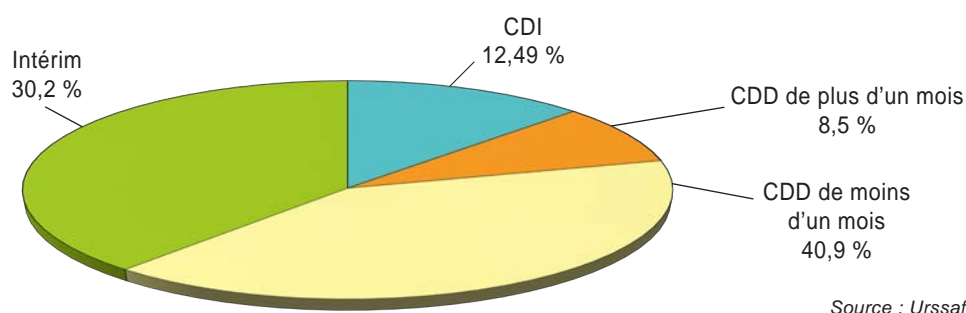
Répartition des DPAE en CDI par sexe et âge



Tout type de contrat considéré, les embauches par sexe se répartissent de façon assez stable dans le temps. En 2020, 58,4 % des DPAE correspondent à l'embauche de salariés masculins et 41,6 % de salariées féminines, dont la proportion augmente de 0,4 point pour la troisième année consécutive pour celles-ci.

Les tranches des 21-24 ans et des 25-29 ans concentrent près d'un tiers des DPAE. Cette prédominance est encore plus marquée dans les CDI, où l'âge médian des embauches s'établit à 32 ans (identique à l'année précédente). Pour ce type de contrat, les 25-29 ans représentent 19,1 % des embauches chez les hommes et 22,0 % chez les femmes. Les déclarations d'embauche des plus de 55 ans sont caractérisées par une part de DPAE plus importante des CDD (soit 10,9 % du total des DPAE) que des CDI (6,1 %).

Répartition des DPAE par type de contrat



La part des CDI dans le total des DPAE est en hausse cette année par rapport à 2019 pour représenter 12,4 % de l'ensemble des contrats. Cela s'explique par la baisse plus importante des autres contrats lors des mois de confinements. Le nombre de DPAE en CDI atteint ainsi 1,07 million, loin de son record de 2019 (1,41 million).

Les CDD longs (contrat supérieur à 1 mois) affichent la baisse la moins importante (- 19,2 % sur un an).

Le type de contrat le plus utilisé demeure le CDD de courte durée (inférieur à 1 mois), malgré la chute importante du volume de celui-ci (- 39,9 %). Le niveau observé en 2020 est inférieur à celui atteint en 2009. Cela traduit bien l'impossibilité de proposer ce type de contrat, notamment durant le premier confinement. Les CDD de courte durée (près de 3,5 millions de DPAE) représentent 40,9 % de l'ensemble des DPAE, contre 45,0 % un an plus tôt.

L'intérim rencontre également une contraction similaire alors que la chute du nombre de contrats est inférieure (- 32,3 %). Dans ce secteur, le volume de DPAE est équivalent à celui obtenu en 2013.

Les exonérations de cotisations

Répartition et évolution des exonérations par département

	2019	2020	Poids département
Paris	1 576,7	1 802,5	30,9 %
Seine-et-Marne	546,8	561,3	9,6 %
Yvelines	466,5	489,4	8,4 %
Essonne	455,9	477,6	8,2 %
Hauts-de-Seine	747,5	806,4	13,8 %
Seine-Saint-Denis	666,4	710,0	12,2 %
Val-de-Marne	508,8	538,3	9,2 %
Val-d'Oise	441,2	450,9	7,7 %
Ile-de-France	5 409,8	5 836,4	100,0 %

En millions d'€

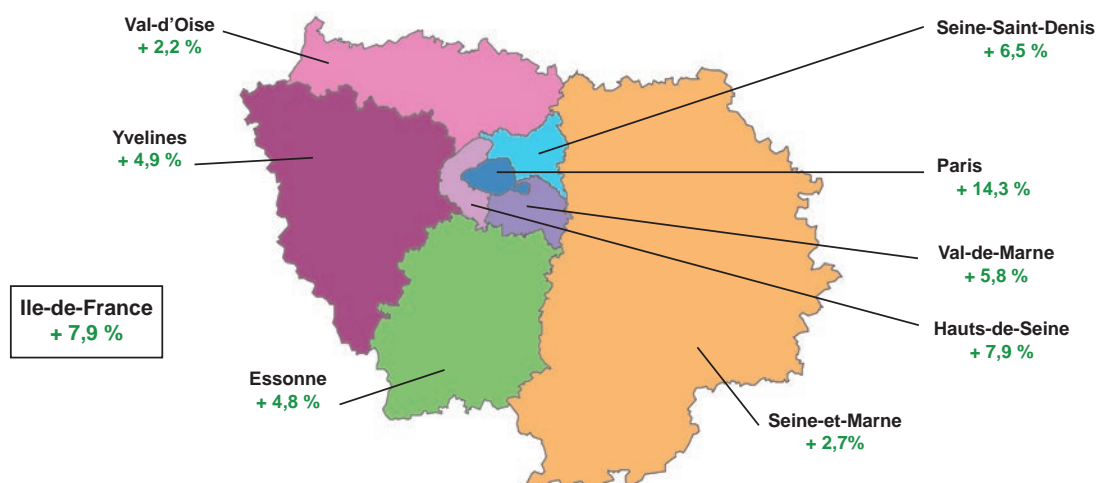
Source : Urssaf

Le montant total des exonérations au titre de l'année 2020 s'élève à 5,836 milliards d'euros pour l'ensemble des départements d'Ile-de-France, soit une augmentation de 7,9 % par rapport au montant de 2019.

Le montant total exonéré représente 2,7 % de la totalité de l'assiette salariale calculée sur le secteur privé et sur le secteur public de la région parisienne.

Cette hausse, qui correspond à un montant de 427 millions d'euros d'exonérations supplémentaires, est directement liée au contexte de la crise sanitaire. En effet, des exonérations de cotisations sociales sous conditions ont été mises en œuvre pour permettre aux PME des secteurs les plus touchés de traverser la crise (+ 813 millions d'euros). Dans le même temps, les dispositifs de chômage partiel et d'arrêts maladie ont substitué aux salaires des indemnités non soumises à cotisations de Sécurité sociale, ce qui a eu pour conséquence de faire diminuer la masse salariale (- 5,8 % sur un an cumulé) et donc de réduire l'assiette des exonérations. Ainsi, les mesures générales d'encouragement à la création d'emplois (- 376 millions d'euros), les mesures en faveur de l'emploi de publics particuliers (- 8,2 millions), les mesures en faveur de l'emploi dans certaines zones géographiques (- 1,0 million) et les mesures en faveur de secteurs particuliers (- 1,1 million) affichent toutes une baisse.

Évolution annuelle des exonérations par département



Source : Urssaf

Tous les départements franciliens affichent une augmentation du montant total des exonérations. Ainsi, globalement, les exonérations au niveau départemental oscillent entre + 2,2 % et + 14,3 %. Les montants associés à la principale mesure d'exonération, à savoir la « réduction générale », atteignent 4,216 milliards d'euros, en baisse de 6,8 % en un an. Cette baisse s'explique majoritairement par la diminution de la masse salariale. La réduction générale reste néanmoins prédominante, puisque le montant exonéré représente 72,2 % du montant total des exonérations de cotisations.

Tous les départements voient leur réduction générale diminuer, particulièrement Paris (- 13,9 %) et les Hauts-de-Seine (- 8,3 %).

Les montants associés aux exonérations sur les heures supplémentaires s'élèvent à 438 millions d'euros. La part de ces mesures représente 7,5 % du montant total exonéré en région parisienne en 2020.

L'exonération sur compte épargne-temps affiche une légère baisse (- 0,3 %). Après des années de forte hausse, c'est l'une des rares exonérations à résister malgré le contexte. Cette exonération, pour un montant de 31 millions, n'est pas compensée par l'Etat.

Globalement, les mesures générales d'encouragement à la création d'emplois, à la RTT et au pouvoir d'achat représentent 80,3 % du montant total exonéré.

Le soutien aux PME subissant la crise sanitaire est passé par la création de nouvelles exonérations. Pour l'année 2020, elles s'élèvent à 813 millions d'euros et représentent 13,9 % de l'ensemble des exonérations en Ile-de-France.

Dans le même temps, les exonérations liées aux mesures en faveur de l'emploi de publics particuliers s'élèvent à 144 millions d'euros en 2020, en baisse de 5,4 % par rapport à 2019. Les principales mesures associées à ce domaine concernent les contrats d'apprentissage. Elles s'élèvent à 107 millions d'euros, en augmentation de 7,9 % sur un an. Cette hausse est conséquente pour les contrats d'apprentissage privé (+ 11,3 %) et s'explique par le plan « #1jeune1solution » qui renforce les incitations à l'embauche d'apprentis. Ces mesures sur les contrats d'apprentissage ne représentent que 1,8 % du montant total des exonérations de cotisations en Ile-de-France.

Les montants des exonérations liés aux mesures en faveur de l'emploi dans certaines zones géographiques sont de plus en plus faibles, soit moins de 1,3 million d'euros, en baisse de 42,8 % par rapport à 2019. 90,1 % du montant relatif à ces exonérations concerne les Zones franches urbaines (ZFU). Comme les années précédentes, l'affaiblissement du montant exonéré lié aux ZFU (- 46,6 % en un an) est directement lié à la nature dégressive de cette mesure.

Le montant total exonéré relatif aux mesures en faveur des services à la personne s'élève à 76 millions d'euros (- 3,2 % sur un an). Dans le même temps, l'exonération pour les Jeunes entreprises innovantes (109 millions d'euros), est en progression de 0,5 % en un an.

Pour cette dernière exonération, la hausse est particulièrement importante dans le Val-de-Marne (+ 22,4 %) et en Seine-Saint-Denis (+ 15,5 %), alors qu'elle est en recul dans les Yvelines (- 16,9 %) et dans le Val-d'Oise (- 9,9 %). Ces fortes variations proviennent du nombre restreint d'entreprises utilisant cette exonération.

En 2020, 97,6 % du montant total des exonérations fait l'objet d'une compensation par l'Etat (97,1 % un an plus tôt).

Répartition des exonérations par mesure

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)	Évolution 2020/2019
Allègement général	4 216,1	- 6,8 %
Exonération cotisations Covid-19	812,9	nouveau
Réduction salariale heures supplémentaires	343,8	- 11,6 %
Jeunes entreprises innovantes	109,3	+ 0,5 %
Déduction patronale heures supplémentaires	94,4	- 19,2 %
Contrat d'apprentissage secteur privé	79,0	+ 11,3 %
Aide à domicile	73,2	- 2,7 %
Exonération sur compte épargne temps	30,7	- 0,3 %
Contrat d'apprentissage secteur public	27,7	+ 2,0 %
Maîtres et documentalistes enseignants privé	17,4	- 0,4 %
Autres	31,9	- 36,6 %
TOTAL DES EXONÉRATIONS	5 836,4	+ 7,9 %

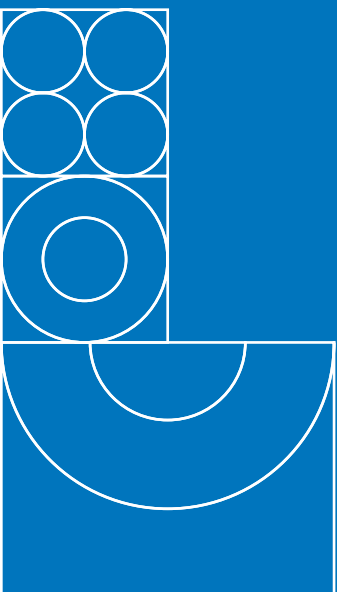
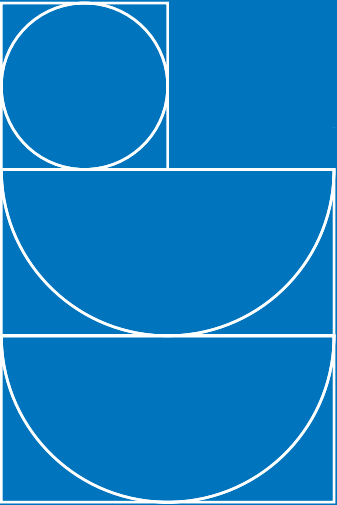
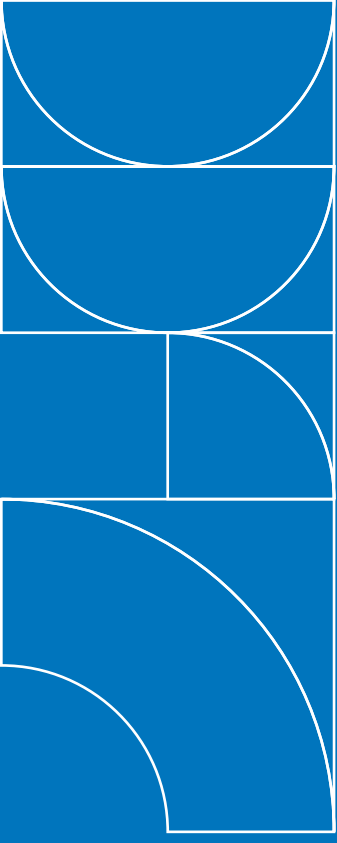
Source : Urssaf



Chiffres départementaux

Zoom sur
les thèmes de l'emploi
et des exonérations

Paris

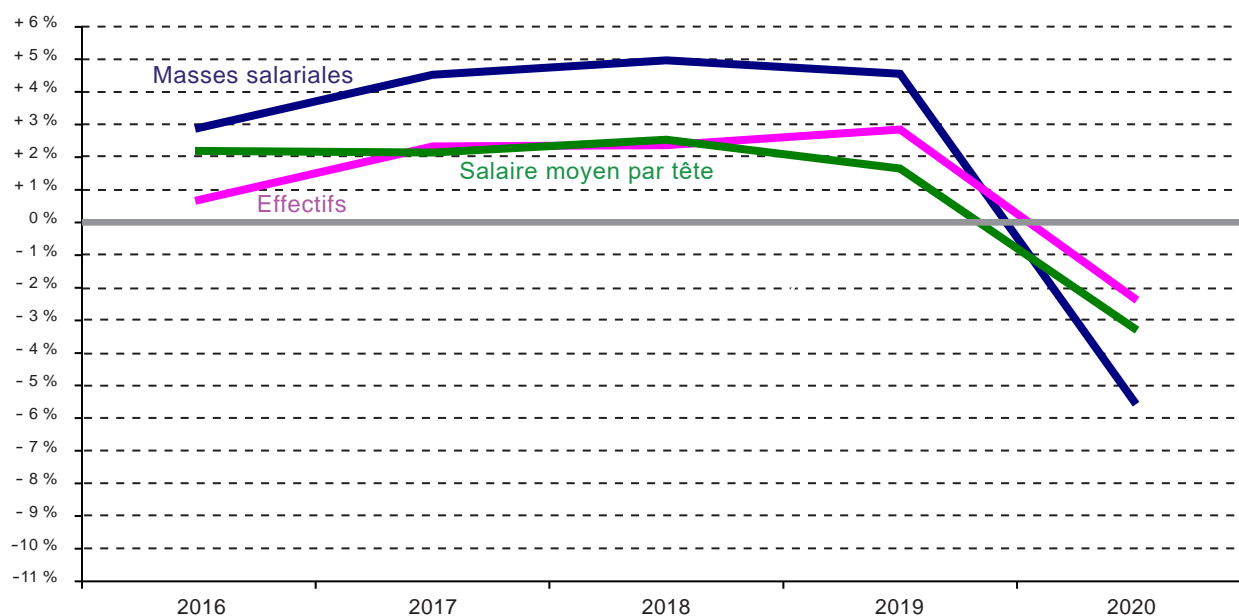


Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2020	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2020/2016
		2016	2017	2018	2019	2020	
Masse salariale (en millions d'€)	59 890,3	+ 1,2 %	+ 2,3 %	+ 3,3 %	+ 3,0 %	+ 4,6 %	+ 15,2 %
Effectifs salariés (en milliers)	1 423,1	- 0,1 %	+ 0,8 %	+ 0,9 %	+ 1,1 %	+ 2,6 %	+ 5,3 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 507	+ 1,3 %	+ 1,5 %	+ 2,4 %	+ 2,0 %	+ 1,9 %	+ 9,4 %
Établissements	158 822	+ 0,7 %	+ 0,4 %	+ 0,5 %	+ 0,6 %	+ 0,5 %	+ 2,7 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	22	- 8,3 %	1,1	+ 6,3 %	81,1	+ 9,2 %
CA	Industries agro-alimentaires	1 427	+ 1,1 %	12,6	+ 0,6 %	360,5	+ 0,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	993	- 4,8 %	10,9	+ 0,3 %	477,9	+ 5,4 %
CC	Bois et papier	375	- 5,1 %	2,5	- 4,3 %	105,4	- 4,2 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0,0	-
CE	Industrie chimique	126	+ 1,6 %	3,1	- 4,0 %	208,1	- 2,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	37	+ 8,8 %	1,3	+ 4,1 %	109,6	+ 4,1 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	81	+ 1,3 %	0,9	- 0,6 %	46,4	- 3,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	100	+ 1,0 %	1,0	- 3,2 %	45,7	- 1,6 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	69	- 4,2 %	1,2	- 11,4 %	66,5	- 2,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	62	+ 17,0 %	1,2	- 13,0 %	70,4	- 12,3 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	37	- 5,1 %	0,2	- 14,3 %	13,6	- 7,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	25	- 3,8 %	3,6	- 17,1 %	210,0	- 13,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	871	+ 0,1 %	6,2	+ 2,3 %	253,1	+ 2,6 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	134	- 1,5 %	6,1	- 6,4 %	381,8	- 5,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	60	+ 13,2 %	1,5	+ 3,1 %	67,6	+ 6,4 %
FZ	Construction	6 259	+ 1,0 %	31,0	+ 3,0 %	907,4	+ 5,6 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	25 570	- 1,0 %	174,6	+ 1,5 %	5 926,6	+ 4,8 %
HZ	Transports et entreposage	2 578	- 0,8 %	74,6	- 1,9 %	2 883,1	- 0,9 %
IZ	Hébergement et restauration	17 039	+ 2,3 %	156,2	+ 3,5 %	3 804,6	+ 4,9 %
JA	Édition et Audiovisuel	6 504	+ 0,7 %	68,8	- 0,8 %	3 694,7	+ 3,2 %
JB	Télécommunications	363	- 1,9 %	16,9	+ 7,8 %	864,2	+ 3,8 %
JC	Activités informatiques	5 274	+ 6,7 %	76,6	+ 11,4 %	4 306,1	+ 13,8 %
KZ	Activités financières et d'assurance	7 921	+ 1,7 %	135,6	+ 0,0 %	10 175,2	+ 3,8 %
LZ	Activités immobilières	6 676	+ 0,5 %	35,7	- 0,5 %	1 593,7	+ 4,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	19 015	+ 2,4 %	148,1	+ 3,1 %	8 963,2	+ 6,1 %
MB	Recherche et développement	499	+ 2,7 %	10,1	+ 3,1 %	505,8	- 1,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	3 807	+ 2,3 %	29,4	+ 1,9 %	1 461,1	+ 4,4 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	29 905	- 1,5 %	182,5	+ 8,1 %	5 250,2	+ 7,4 %
OZ	Administration publique	130	- 3,0 %	17,8	- 0,3 %	744,8	+ 0,7 %
PZ	Enseignement	2 822	+ 2,1 %	37,4	+ 1,8 %	1 060,6	+ 2,7 %
QA	Activités pour la santé humaine	3 579	- 1,1 %	26,8	+ 1,4 %	807,8	+ 3,8 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	1 903	+ 2,1 %	55,7	+ 4,2 %	1 310,5	+ 5,2 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	4 147	+ 0,5 %	31,4	- 0,4 %	1 148,6	+ 1,2 %
SZ	Autres activités de services	11 206	+ 0,2 %	60,3	+ 0,2 %	1 984,3	+ 1,1 %
	Industrie	4 419	- 0,9 %	53,6	- 2,5 %	2 497,7	- 1,4 %
	Construction	6 259	+ 1,0 %	31,0	+ 3,0 %	907,4	+ 5,6 %
	Tertiaire	148 144	+ 0,5 %	1 338,5	+ 2,8 %	56 485,1	+ 4,9 %
	Dont Tertiaire hors intérim	146 994	+ 0,5 %	1 288,3	+ 2,1 %	54 985,4	+ 4,7 %
	Intérim	1 150	+ 3,0 %	50,1	+ 24,9 %	1 499,6	+ 13,0 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,1	0,1	+ 47,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	15,9	9,6	- 39,6 %
CB	Habillement, textile et cuir	8,3	4,6	- 45,2 %
CC	Bois et papier	0,7	0,6	- 13,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	1,4	0,7	- 53,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,2	0,2	- 1,3 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,2	- 22,2 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,3	- 5,9 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,4	0,4	+ 23,9 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,1	- 32,9 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,1	- 33,1 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,4	0,3	- 42,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	3,1	2,4	- 23,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	1,1	1,0	- 1,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,4	0,5	+ 26,7 %
FZ	Construction	37,7	32,6	- 13,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	153,1	101,7	- 33,6 %
HZ	Transports et entreposage	112,7	68,8	- 38,9 %
IZ	Hébergement et restauration	782,7	221,2	- 71,7 %
JA	Édition et audiovisuel	625,5	505,3	- 19,2 %
JB	Télécommunications	4,6	4,0	- 13,5 %
JC	Activités informatiques	49,9	39,3	- 21,2 %
KZ	Activités financières et d'assurance	44,4	32,7	- 26,3 %
LZ	Activités immobilières	22,4	16,7	- 25,4 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	118,2	71,3	- 39,7 %
MB	Recherche et développement	7,2	7,2	- 0,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	167,7	75,1	- 55,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 356,4	1 627,8	- 30,9 %
OZ	Administration publique	14,3	13,1	- 8,1 %
PZ	Enseignement	75,2	60,2	- 20,0 %
QA	Activités pour la santé humaine	75,5	94,7	+ 25,3 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	116,1	98,3	- 15,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	410,9	221,1	- 46,2 %
SZ	Autres activités de services	68,0	43,2	- 36,5 %
	Activités diverses et non classées	1,2	0,9	- 18,0 %
	TOTAL	5 276,5	3 356,4	- 36,4 %
	Industrie	33,0	21,2	- 35,8 %
	Construction	37,7	32,6	- 13,4 %
	Tertiaire	5 205,8	3 302,6	- 36,6 %
	Dont Tertiaire hors intérim	3 284,5	1 880,0	- 42,8 %
	Intérim	1 921,4	1 422,7	- 26,0 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,1	0,1	+ 4,4 %
CA	Industries agro-alimentaires	8,1	5,5	- 32,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	2,9	1,9	- 33,7 %
CC	Bois et papier	0,4	0,4	- 2,9 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,7	0,4	- 43,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	- 20,8 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,1	0,1	- 27,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,2	0,2	+ 7,7 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,3	0,4	+ 37,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	- 36,3 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,1	0,1	- 32,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,3	0,2	- 48,3 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,5	1,0	- 33,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,6	0,7	+ 5,9 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,2	0,2	- 5,2 %
FZ	Construction	23,5	21,6	- 8,2 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	62,5	41,1	- 34,2 %
HZ	Transports et entreposage	18,4	16,1	- 12,4 %
IZ	Hébergement et restauration	125,8	58,4	- 53,6 %
JA	Édition et audiovisuel	17,9	11,3	- 36,8 %
JB	Télécommunications	2,8	2,5	- 12,2 %
JC	Activités informatiques	31,9	24,5	- 23,3 %
KZ	Activités financières et d'assurance	23,5	18,9	- 19,6 %
LZ	Activités immobilières	9,2	6,6	- 28,5 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	53,1	38,4	- 27,6 %
MB	Recherche et développement	1,7	2,2	+ 29,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	8,9	6,6	- 25,5 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	42,6	29,9	- 29,8 %
OZ	Administration publique	2,8	2,9	+ 3,2 %
PZ	Enseignement	7,3	6,0	- 17,6 %
QA	Activités pour la santé humaine	8,6	9,5	+ 9,4 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	14,4	12,1	- 16,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	8,1	5,1	- 37,4 %
SZ	Autres activités de services	16,7	13,5	- 19,1 %
	Activités diverses et non classées	0,3	0,3	+ 5,1 %
	TOTAL	495,9	338,7	- 31,7 %
	Industrie	15,9	11,3	- 28,8 %
	Construction	23,5	21,6	- 8,2 %
	Tertiaire	456,5	305,8	- 33,0 %

(en milliers)

Source : Urssaf

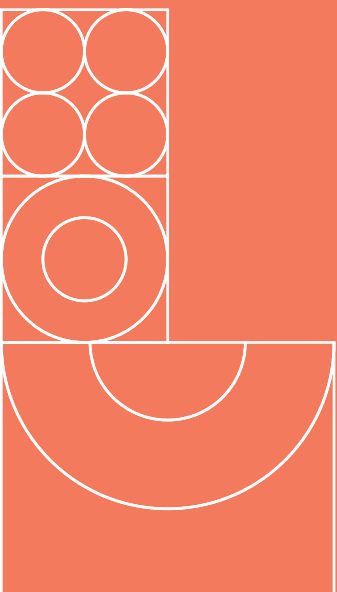
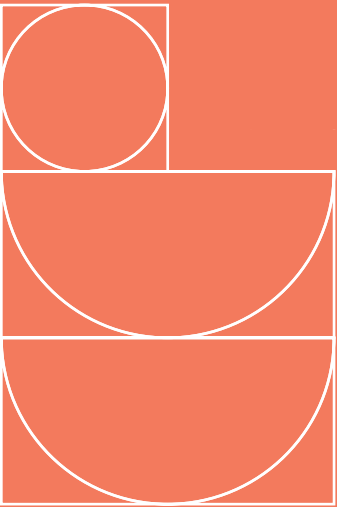
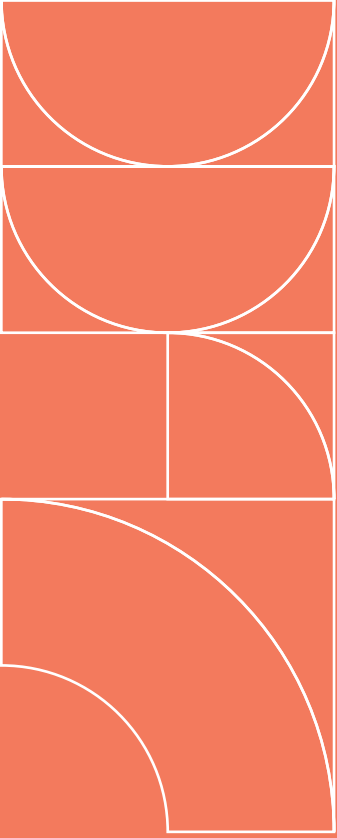


Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	1 084,5
Exonération cotisations Covid-19	437,2
Réduction salariale heures supplémentaires	107,0
Jeunes entreprises innovantes	68,2
Déduction patronale heures supplémentaires	33,3
Contrat d'apprentissage secteur privé	20,3
Aide à domicile	18,2
Contrat d'apprentissage secteur public	13,5
Exonération sur compte épargne temps	7,7
Maîtres et documentalistes enseignants privé	5,4
Autres	7,3
TOTAL DES EXONÉRATIONS	1 802,5

Source : Urssaf

Seine-et-Marne



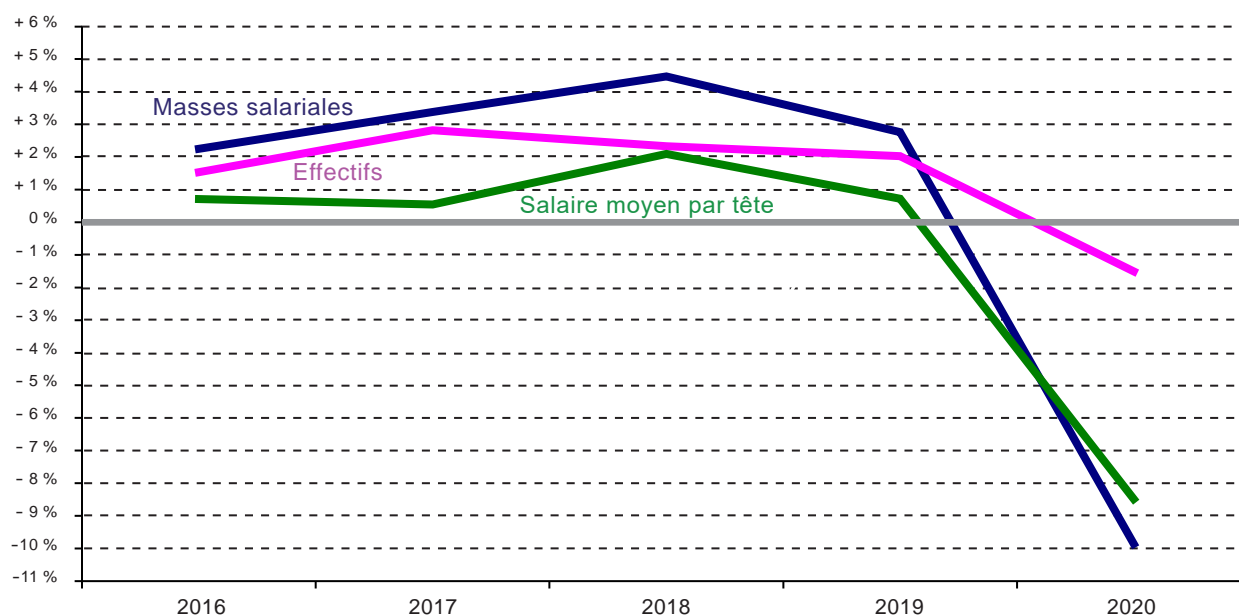


Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2020	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2020/2016
		2016	2017	2018	2019	2020	
Masse salariale (en millions d'€)	10 709,6	+ 3,5 %	+ 2,2 %	+ 1,5 %	+ 2,5 %	+ 3,7 %	+ 14,0 %
Effectifs salariés (en milliers)	362,6	+ 1,4 %	+ 0,4 %	+ 0,3 %	+ 1,4 %	+ 3,3 %	+ 7,0 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 461	+ 2,0 %	+ 1,8 %	+ 1,1 %	+ 1,1 %	+ 0,4 %	+ 6,6 %
Établissements	31 325	- 0,2 %	+ 0,1 %	+ 0,8 %	+ 0,7 %	+ 1,4 %	+ 2,8 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	44	- 2,2 %	0,5	- 4,2 %	21,1	- 3,6 %
CA	Industries agro-alimentaires	596	+ 0,5 %	6,2	+ 3,7 %	227,5	+ 6,6 %
CB	Habillement, textile et cuir	38	+ 15,2 %	0,3	+ 0,7 %	10,2	- 1,9 %
CC	Bois et papier	184	- 4,2 %	2,8	- 3,9 %	99,2	- 2,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	3	+ 0,0 %	0,5	+ 3,6 %	27,3	+ 4,3 %
CE	Industrie chimique	56	+ 5,7 %	2,2	- 0,9 %	88,6	+ 3,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	10	+ 11,1 %	0,4	- 8,2 %	16,0	- 8,2 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	182	- 1,1 %	4,3	+ 1,0 %	152,0	+ 2,9 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	353	+ 0,3 %	6,2	+ 1,5 %	223,1	+ 2,9 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	59	+ 7,3 %	1,6	+ 0,5 %	65,7	+ 4,4 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	54	- 12,9 %	2,3	+ 0,3 %	89,9	+ 3,5 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	126	+ 1,6 %	2,3	+ 2,2 %	91,2	+ 4,0 %
CL	Fabrication de matériels de transport	50	+ 2,0 %	6,1	+ 2,0 %	298,5	+ 2,5 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	415	- 1,7 %	5,9	- 0,1 %	234,0	+ 0,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	35	+ 12,9 %	2,9	- 4,4 %	144,9	- 2,3 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	137	+ 0,7 %	3,4	+ 0,5 %	108,1	+ 2,2 %
FZ	Construction	4 895	+ 3,1 %	34,3	+ 5,0 %	986,7	+ 6,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	7 379	+ 1,0 %	73,5	+ 1,5 %	2 262,6	+ 3,0 %
HZ	Transports et entreposage	1 629	+ 1,1 %	44,5	+ 1,9 %	1 311,9	+ 1,6 %
IZ	Hébergement et restauration	2 607	+ 2,6 %	21,7	+ 5,0 %	441,2	+ 4,2 %
JA	Édition et Audiovisuel	168	+ 5,0 %	1,6	+ 0,4 %	73,0	+ 6,0 %
JB	Télécommunications	69	- 1,4 %	1,8	- 11,8 %	60,1	- 15,2 %
JC	Activités informatiques	478	+ 6,0 %	2,5	+ 2,2 %	86,9	+ 3,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 352	+ 0,7 %	7,6	- 1,6 %	328,9	- 0,5 %
LZ	Activités immobilières	893	+ 0,6 %	4,2	- 1,7 %	128,6	+ 1,1 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	1 869	+ 2,1 %	11,3	+ 4,4 %	455,4	+ 8,9 %
MB	Recherche et développement	21	- 4,5 %	1,0	+ 1,5 %	41,6	+ 2,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	439	+ 0,0 %	2,7	- 1,3 %	68,4	+ 0,6 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	1 987	+ 0,0 %	44,0	+ 12,0 %	974,6	+ 9,0 %
OZ	Administration publique	31	- 6,1 %	2,7	- 1,5 %	88,2	- 0,4 %
PZ	Enseignement	594	+ 2,2 %	4,8	+ 1,3 %	137,6	+ 2,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 087	- 0,3 %	9,1	+ 3,3 %	255,6	+ 3,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	620	+ 1,0 %	19,5	+ 1,2 %	419,6	+ 1,7 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 251	- 0,2 %	20,9	+ 6,3 %	549,5	+ 6,2 %
SZ	Autres activités de services	1 915	+ 1,9 %	7,2	+ 3,0 %	142,0	+ 4,2 %
	Industrie	2 342	- 0,0 %	47,9	+ 0,5 %	1 897,2	+ 2,2 %
	Construction	4 895	+ 3,1 %	34,3	+ 5,0 %	986,7	+ 6,8 %
	Tertiaire	24 088	+ 1,1 %	280,5	+ 3,6 %	7 825,8	+ 3,7 %
	Dont Tertiaire hors intérim	23 774	+ 1,1 %	264,3	+ 2,5 %	7 446,1	+ 3,1 %
	Intérim	314	+ 3,3 %	16,2	+ 25,3 %	379,6	+ 16,0 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,1	0,1	- 12,6 %
CA	Industries agro-alimentaires	4,3	3,7	- 15,3 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,2	0,1	- 33,5 %
CC	Bois et papier	0,8	0,6	- 23,2 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,1	- 22,3 %
CE	Industrie chimique	0,4	0,4	- 7,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,0	+ 4,9 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	1,2	0,9	- 24,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	1,3	0,9	- 34,6 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,3	0,2	- 14,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,3	0,2	- 36,2 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,6	0,4	- 33,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,8	0,4	- 53,1 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,4	1,2	- 16,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,3	0,2	- 15,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,7	1,3	- 23,8 %
FZ	Construction	23,6	21,7	- 7,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	50,8	41,4	- 18,5 %
HZ	Transports et entreposage	21,5	18,2	- 15,0 %
IZ	Hébergement et restauration	74,4	24,7	- 66,8 %
JA	Édition et audiovisuel	3,4	2,7	- 22,3 %
JB	Télécommunications	0,4	0,4	+ 11,5 %
JC	Activités informatiques	1,2	1,1	- 2,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,6	2,0	- 23,6 %
LZ	Activités immobilières	4,0	2,6	- 35,9 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	7,1	6,2	- 12,6 %
MB	Recherche et développement	0,3	0,2	- 40,1 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	12,2	9,4	- 22,7 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	578,0	461,7	- 20,1 %
OZ	Administration publique	13,5	11,6	- 14,6 %
PZ	Enseignement	5,4	4,5	- 16,3 %
QA	Activités pour la santé humaine	34,2	38,2	+ 11,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	66,2	64,5	- 2,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	67,8	28,2	- 58,5 %
SZ	Autres activités de services	9,6	7,3	- 23,5 %
	Activités diverses et non classées	0,1	0,0	- 43,0 %
	TOTAL	990,1	757,4	- 23,5 %
	Industrie	13,8	10,6	- 23,0 %
	Construction	23,6	21,7	- 7,8 %
	Tertiaire	952,7	725,0	- 23,9 %
	Dont Tertiaire hors intérim	417,5	290,0	- 30,5 %
	Intérim	535,2	435,0	- 18,7 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,1	0,0	- 8,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,9	1,7	- 9,6 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	- 53,1 %
CC	Bois et papier	0,2	0,1	- 39,2 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	- 9,4 %
CE	Industrie chimique	0,2	0,2	- 14,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,0	+ 0,0 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,4	0,3	- 19,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,8	0,5	- 34,9 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,2	0,1	- 36,9 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	- 42,2 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,2	- 35,5 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,6	0,2	- 60,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,9	0,7	- 17,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	- 17,1 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,2	0,9	- 18,7 %
FZ	Construction	13,6	12,8	- 5,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	19,9	15,5	- 22,0 %
HZ	Transports et entreposage	10,1	9,2	- 8,8 %
IZ	Hébergement et restauration	16,8	9,4	- 44,0 %
JA	Édition et audiovisuel	0,3	0,2	- 52,7 %
JB	Télécommunications	0,2	0,2	+ 10,7 %
JC	Activités informatiques	0,7	0,7	- 5,8 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,1	1,0	- 15,9 %
LZ	Activités immobilières	1,0	0,8	- 23,7 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	3,7	2,8	- 23,9 %
MB	Recherche et développement	0,1	0,1	- 17,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,8	0,8	- 5,4 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	10,2	8,0	- 21,1 %
OZ	Administration publique	0,6	0,7	+ 13,8 %
PZ	Enseignement	0,8	0,7	- 13,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	1,7	1,9	+ 10,9 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,4	4,1	- 6,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	3,3	1,5	- 52,6 %
SZ	Autres activités de services	2,1	1,8	- 17,3 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 68,4 %
	TOTAL	98,6	77,6	- 21,3 %
	Industrie	7,0	5,4	- 23,8 %
	Construction	13,6	12,8	- 5,4 %
	Tertiaire	78,0	59,4	- 23,8 %

(en milliers)

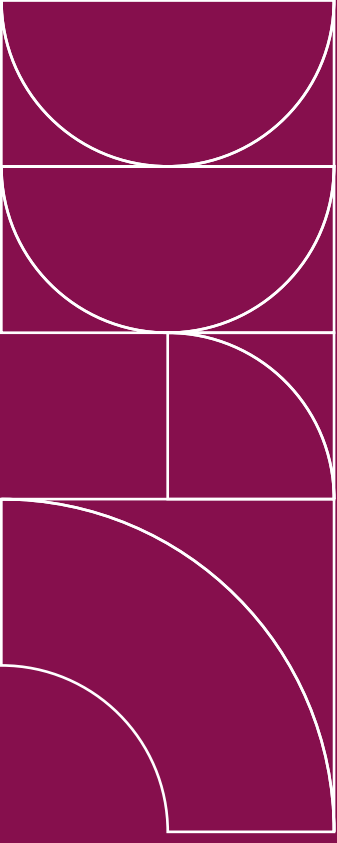
Source : Urssaf



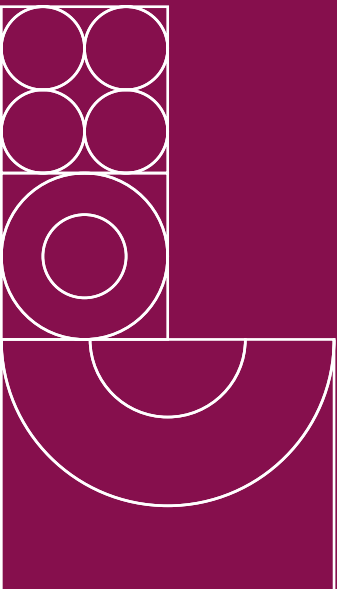
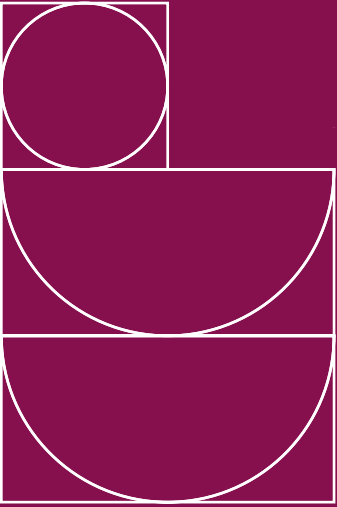
Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	455,2
Exonération cotisations Covid-19	41,1
Réduction salariale heures supplémentaires	34,4
Déduction patronale heures supplémentaires	9,5
Aide à domicile	8,9
Contrat d'apprentissage secteur privé	6,1
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	1,9
Contrat d'apprentissage secteur public	1,0
Exonération sur compte épargne temps	1,0
Jeunes entreprises innovantes	1,0
Autres	1,2
TOTAL DES EXONÉRATIONS	561,3

Source : Urssaf



Yvelines

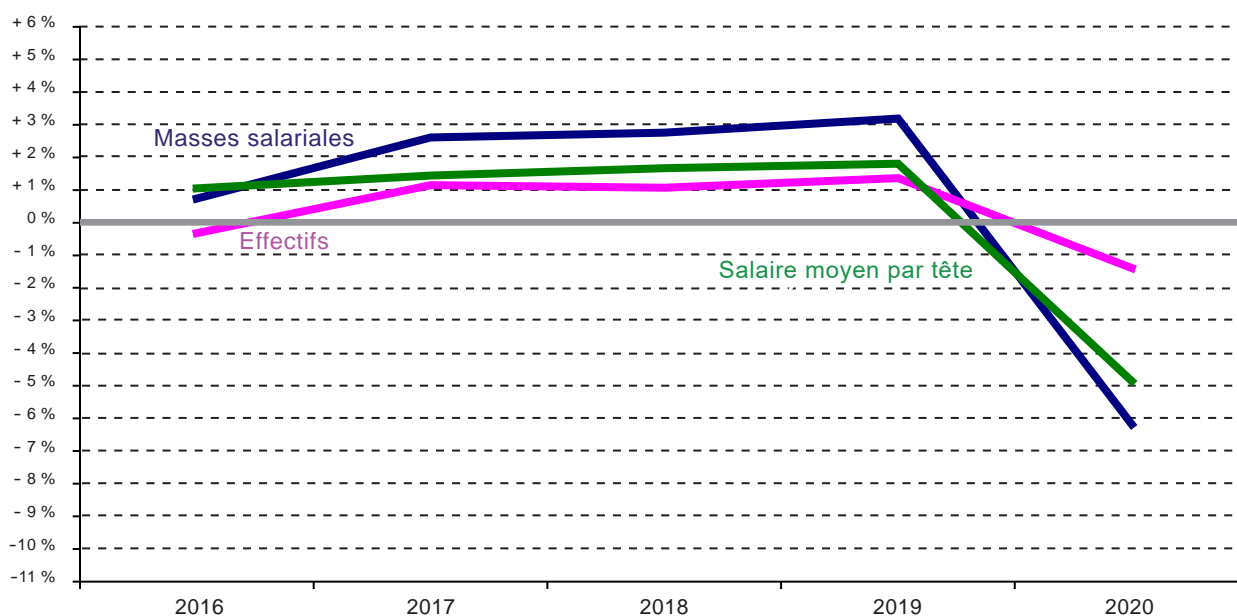


Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2020	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2020/2016
		2016	2017	2018	2019	2020	
Masse salariale (en millions d'€)	15 156,8	+ 1,3 %	+ 0,0 %	+ 1,3 %	+ 1,1 %	+ 2,9 %	+ 6,7 %
Effectifs salariés (en milliers)	406,9	- 0,6 %	- 1,2 %	+ 0,0 %	+ 0,4 %	+ 1,1 %	- 0,3 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	3 104	+ 1,9 %	+ 1,2 %	+ 1,3 %	+ 0,7 %	+ 1,8 %	+ 7,1 %
Établissements	33 057	+ 0,2 %	- 0,0 %	+ 0,7 %	+ 0,8 %	+ 0,6 %	+ 2,2 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	10	+ 0,0 %	0,1	+ 7,6 %	3,5	+ 29,5 %
CA	Industries agro-alimentaires	547	+ 4,0 %	3,9	+ 2,6 %	99,7	+ 3,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	29	+ 11,5 %	0,1	+ 14,1 %	2,3	+ 11,9 %
CC	Bois et papier	99	- 2,9 %	0,6	- 4,6 %	21,6	- 2,6 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0,0	-
CE	Industrie chimique	29	- 3,3 %	1,2	+ 0,9 %	52,8	- 0,4 %
CF	Industrie pharmaceutique	12	+ 9,1 %	0,7	+ 4,0 %	32,4	+ 7,8 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	83	- 1,2 %	2,2	- 2,0 %	101,6	+ 5,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	213	- 2,7 %	4,1	- 2,5 %	179,3	+ 1,0 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	88	+ 7,3 %	9,4	- 0,2 %	581,0	+ 0,6 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	36	- 5,3 %	1,0	- 4,2 %	56,7	- 4,2 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	78	+ 5,4 %	4,0	- 0,4 %	223,4	+ 2,0 %
CL	Fabrication de matériels de transport	61	+ 1,7 %	33,3	+ 1,2 %	1 868,7	+ 2,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	285	- 5,3 %	7,4	- 1,2 %	359,2	+ 1,8 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	37	- 5,1 %	2,4	- 9,9 %	123,5	- 5,3 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	107	- 3,6 %	4,2	+ 1,2 %	142,6	+ 3,0 %
FZ	Construction	3 716	+ 1,4 %	37,3	+ 0,0 %	1 335,5	+ 1,7 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	7 357	- 0,2 %	70,9	- 0,4 %	2 534,1	+ 1,3 %
HZ	Transports et entreposage	1 032	- 3,6 %	20,1	+ 0,2 %	594,2	+ 1,5 %
IZ	Hébergement et restauration	2 810	+ 2,9 %	21,3	+ 3,2 %	485,0	+ 4,6 %
JA	Édition et Audiovisuel	327	- 4,7 %	5,2	+ 1,7 %	303,8	+ 4,2 %
JB	Télécommunications	71	+ 4,4 %	2,6	- 3,3 %	125,3	- 2,0 %
JC	Activités informatiques	897	+ 6,4 %	10,2	- 3,9 %	496,3	- 5,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 588	+ 0,5 %	13,5	+ 2,2 %	608,0	+ 5,4 %
LZ	Activités immobilières	1 120	+ 0,6 %	4,9	- 10,8 %	168,5	- 8,5 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	3 073	+ 4,6 %	36,6	+ 4,6 %	1 737,1	+ 5,7 %
MB	Recherche et développement	50	+ 6,4 %	2,0	+ 1,5 %	125,4	+ 4,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	537	+ 4,3 %	7,2	+ 0,2 %	224,0	+ 0,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 713	- 1,6 %	40,5	+ 5,9 %	967,5	+ 7,5 %
OZ	Administration publique	30	- 3,2 %	2,8	- 1,7 %	96,9	- 1,5 %
PZ	Enseignement	728	+ 0,7 %	8,3	+ 5,0 %	214,5	+ 3,0 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 230	- 1,5 %	9,3	- 1,1 %	263,1	+ 1,4 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	807	+ 4,7 %	23,3	+ 2,7 %	457,6	+ 4,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 174	- 4,2 %	6,0	+ 0,8 %	377,3	+ 24,5 %
SZ	Autres activités de services	2 262	- 1,4 %	10,1	- 0,5 %	194,4	+ 1,3 %
	Industrie	1 714	+ 0,1 %	74,5	- 0,0 %	3 848,3	+ 2,0 %
	Construction	3 716	+ 1,4 %	37,3	+ 0,0 %	1 335,5	+ 1,7 %
	Tertiaire	27 627	+ 0,5 %	295,0	+ 1,5 %	9 973,0	+ 3,4 %
	Dont Tertiaire hors intérim	27 428	+ 0,5 %	284,1	+ 0,8 %	9 688,8	+ 3,0 %
	Intérim	199	+ 3,1 %	11,0	+ 26,5 %	284,2	+ 22,1 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 12,9 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,9	3,4	- 10,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	- 4,1 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	+ 1,8 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,3	0,2	- 13,4 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	+ 1,2 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,6	0,3	- 45,8 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,9	0,6	- 35,9 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,6	0,9	- 43,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,3	0,2	- 50,0 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,8	0,4	- 44,8 %
CL	Fabrication de matériels de transport	2,6	1,7	- 36,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,6	1,3	- 21,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,2	0,2	+ 16,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,6	1,6	- 3,4 %
FZ	Construction	17,0	15,0	- 11,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	46,5	39,8	- 14,4 %
HZ	Transports et entreposage	11,9	10,2	- 14,2 %
IZ	Hébergement et restauration	79,2	31,5	- 60,1 %
JA	Édition et audiovisuel	9,9	13,0	+ 30,7 %
JB	Télécommunications	0,5	0,5	- 10,3 %
JC	Activités informatiques	3,8	2,9	- 22,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	3,4	2,9	- 13,0 %
LZ	Activités immobilières	3,1	2,5	- 19,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	16,5	10,5	- 36,3 %
MB	Recherche et développement	0,9	0,7	- 21,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	16,4	5,7	- 65,5 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	304,5	197,9	- 35,0 %
OZ	Administration publique	14,7	12,6	- 14,2 %
PZ	Enseignement	11,6	9,1	- 21,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	41,9	40,1	- 4,4 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	93,6	84,0	- 10,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	36,9	21,1	- 42,9 %
SZ	Autres activités de services	15,3	10,8	- 29,4 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 2,5 %
	TOTAL	742,4	522,1	- 29,7 %
	Industrie	14,7	11,1	- 24,2 %
	Construction	17,0	15,0	- 11,4 %
	Tertiaire	710,7	495,9	- 30,2 %
	Dont Tertiaire hors intérim	455,6	332,3	- 27,1 %
	Intérim	255,1	163,6	- 35,9 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 5,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,1	1,9	- 9,8 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	- 11,8 %
CC	Bois et papier	0,1	0,1	+ 29,6 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,1	0,1	- 0,8 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	- 12,3 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,4	0,2	- 47,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,3	- 37,2 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,1	0,6	- 49,1 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,1	- 55,1 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,5	0,3	- 40,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	1,4	0,7	- 49,3 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,0	0,8	- 23,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,2	+ 31,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,5	0,5	+ 8,9 %
FZ	Construction	10,4	9,3	- 10,7 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	18,9	15,7	- 16,9 %
HZ	Transports et entreposage	4,9	4,2	- 14,5 %
IZ	Hébergement et restauration	16,0	9,8	- 38,8 %
JA	Édition et audiovisuel	0,8	0,4	- 47,4 %
JB	Télécommunications	0,3	0,3	- 9,6 %
JC	Activités informatiques	2,6	1,7	- 34,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,6	1,4	- 15,0 %
LZ	Activités immobilières	1,2	1,0	- 17,5 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	11,3	7,0	- 38,1 %
MB	Recherche et développement	0,3	0,2	- 39,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,2	0,9	- 29,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	9,9	7,1	- 28,3 %
OZ	Administration publique	0,7	0,7	+ 0,4 %
PZ	Enseignement	1,3	1,1	- 17,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	2,1	2,0	- 7,4 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	5,4	4,6	- 13,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,9	1,5	- 19,6 %
SZ	Autres activités de services	2,8	2,2	- 19,9 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 12,5 %
	TOTAL	101,7	76,9	- 24,4 %
	Industrie	8,1	5,9	- 28,0 %
	Construction	10,4	9,3	- 10,7 %
	Tertiaire	83,2	61,7	- 25,8 %

(en milliers)

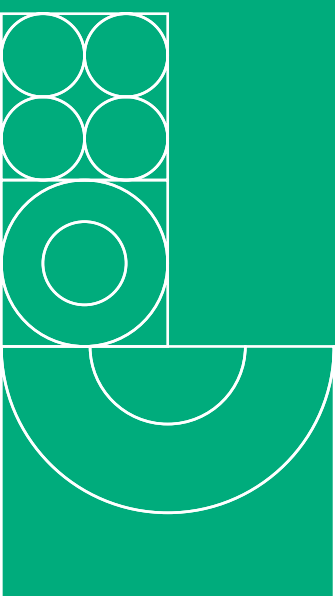
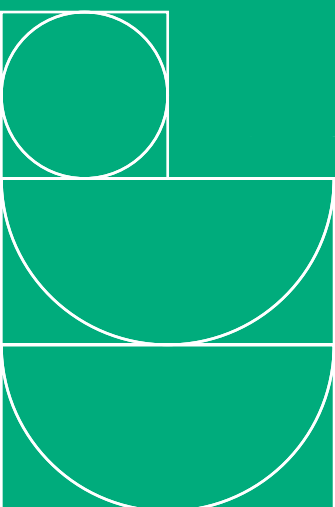
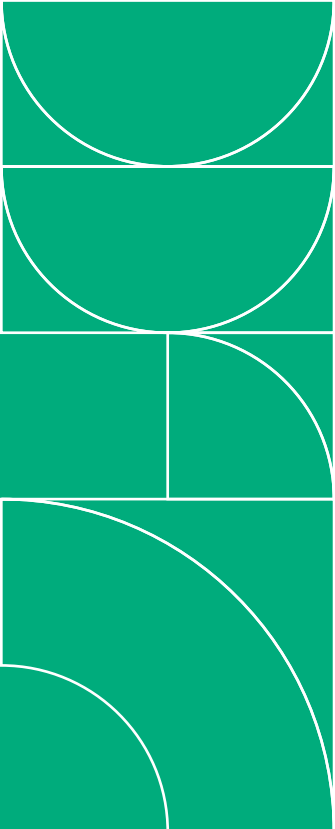
Source : Urssaf

Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	374,5
Exonération cotisations Covid-19	40,2
Réduction salariale heures supplémentaires	29,6
Contrat d'apprentissage secteur privé	9,0
Aide à domicile	7,8
Déduction patronale heures supplémentaires	7,6
Maîtres et documentalistes enseignants privé	7,5
Contrat d'apprentissage secteur public	4,4
Jeunes entreprises innovantes	3,8
Exonération sur compte épargne temps	2,6
Autres	2,4
TOTAL DES EXONÉRATIONS	489,4

Source : Urssaf

Essonne

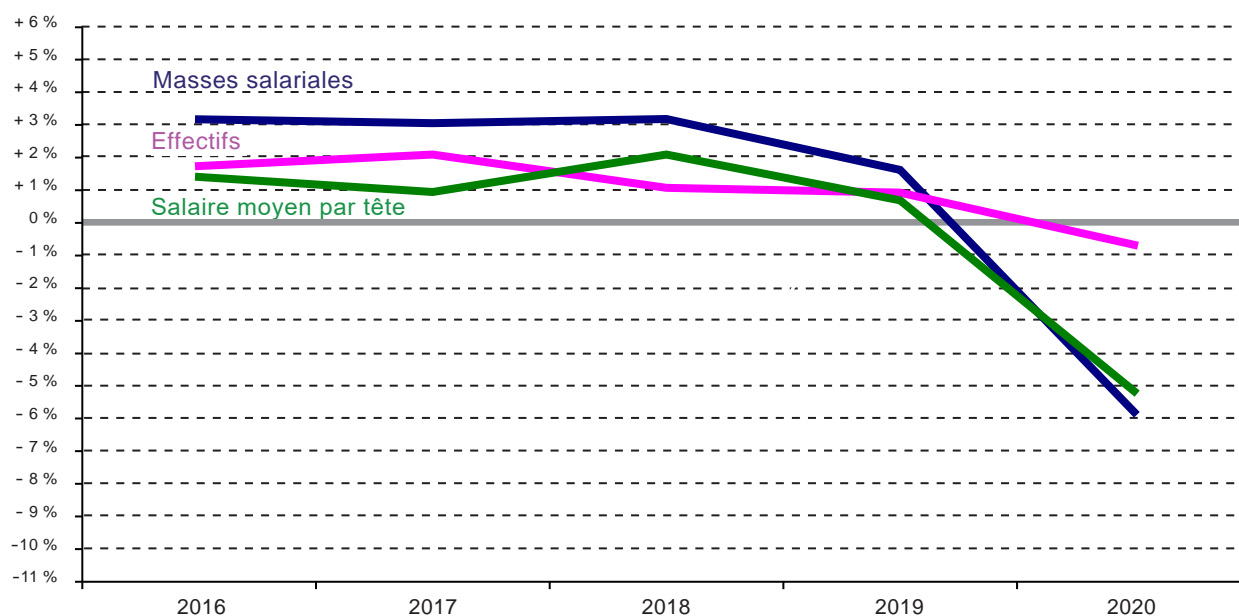


Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2020	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2020/2016
		2016	2017	2018	2019	2020	
Masse salariale (en millions d'€)	11 695	+ 3,2 %	+ 3,1 %	+ 3,2 %	+ 1,6 %	- 5,8 %	+ 5,0 %
Effectifs salariés (en milliers)	352,1	+ 1,7 %	+ 2,1 %	+ 1,1 %	+ 0,9 %	- 0,7 %	+ 5,2 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 768	+ 1,4 %	+ 0,9 %	+ 2,1 %	+ 0,7 %	- 5,2 %	- 0,2 %
Établissements	28 682	+ 0,9 %	+ 0,3 %	+ 0,6 %	+ 2,4 %	+ 1,0 %	+ 5,3 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	9	+ 12,5 %	0,1	+ 0,1 %	5	- 6,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	479	+ 0,6 %	4,7	+ 2,2 %	140	- 2,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	28	+ 0,0 %	0,2	+ 6,1 %	8	- 0,9 %
CC	Bois et papier	145	- 2,0 %	2,1	- 6,3 %	67	- 15,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0	-
CE	Industrie chimique	34	+ 3,0 %	1,4	- 2,4 %	71	- 9,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	7	+ 16,7 %	1,7	+ 2,6 %	91	+ 4,5 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	92	+ 1,1 %	2,5	- 0,5 %	98	- 1,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	196	+ 0,0 %	2,6	- 4,6 %	90	- 14,2 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	117	- 2,5 %	9,8	- 0,6 %	560	- 2,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	38	- 2,6 %	1,3	- 8,7 %	64	- 13,9 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	81	+ 1,3 %	1,6	- 1,5 %	67	- 6,9 %
CL	Fabrication de matériels de transport	29	- 6,5 %	4,5	- 2,6 %	216	- 14,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	305	+ 1,7 %	3,6	- 0,4 %	142	- 5,5 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	17	- 15,0 %	1,7	- 9,1 %	105	- 6,5 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	112	+ 4,7 %	3,3	+ 4,5 %	111	+ 2,6 %
FZ	Construction	4 714	+ 4,7 %	37,3	+ 4,3 %	1 072	- 3,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	6 205	+ 1,2 %	63,1	- 0,1 %	2 123	- 5,9 %
HZ	Transports et entreposage	1 438	+ 0,9 %	35,4	- 0,6 %	1 011	- 12,1 %
IZ	Hébergement et restauration	2 212	- 0,5 %	15,8	- 1,8 %	241	- 26,7 %
JA	Édition et Audiovisuel	224	+ 2,8 %	1,7	+ 2,0 %	88	- 3,8 %
JB	Télécommunications	68	+ 1,5 %	4,9	- 5,6 %	314	- 10,6 %
JC	Activités informatiques	770	+ 7,1 %	7,7	+ 2,1 %	536	+ 2,6 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 170	- 0,2 %	8,8	- 1,1 %	412	- 2,2 %
LZ	Activités immobilières	780	- 0,4 %	3,3	- 0,1 %	107	- 3,5 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 075	+ 2,3 %	20,8	- 0,5 %	984	- 4,6 %
MB	Recherche et développement	131	+ 8,3 %	13,8	+ 1,2 %	778	+ 2,6 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	439	- 2,2 %	2,4	- 4,9 %	66	- 11,5 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	2 006	+ 0,2 %	49,1	- 3,0 %	984	- 5,5 %
OZ	Administration publique	26	- 3,7 %	2,3	- 0,1 %	75	+ 0,8 %
PZ	Enseignement	482	+ 0,4 %	4,2	- 2,7 %	94	- 9,8 %
QA	Activités pour la santé humaine	940	+ 3,8 %	9,6	+ 2,6 %	298	+ 2,8 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	676	+ 3,4 %	18,7	- 0,4 %	449	+ 0,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	953	- 12,2 %	5,1	- 8,5 %	90	- 34,1 %
SZ	Autres activités de services	1 684	- 2,5 %	7,0	- 8,0 %	137	- 13,4 %
	Industrie	1 689	+ 0,4 %	41,2	- 1,3 %	1 836	- 5,9 %
	Construction	4 714	+ 4,7 %	37,3	+ 4,3 %	1 072	- 3,8 %
	Tertiaire	22 279	+ 0,3 %	273,6	- 1,2 %	8 787	- 6,0 %
	Dont Tertiaire hors intérim	22 048	+ 0,3 %	262,1	- 0,9 %	8 715	- 6,0 %
	Intérim	231	- 2,1 %	11,5	- 7,9 %	72	- 4,6 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2018	2019	Évolution 2019/2018
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 44,7 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,0	2,7	- 9,1 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	- 8,8 %
CC	Bois et papier	0,5	0,4	- 28,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,4	0,3	- 14,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,3	0,4	+ 3,6 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,5	0,4	- 26,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,7	0,5	- 32,7 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,6	1,2	- 24,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,2	- 4,8 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,3	- 11,2 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,6	0,3	- 50,2 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,1	0,8	- 25,0 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,2	0,1	- 29,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,3	1,3	- 2,1 %
FZ	Construction	21,8	20,0	- 8,3 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	38,1	31,6	- 17,1 %
HZ	Transports et entreposage	26,0	19,0	- 26,9 %
IZ	Hébergement et restauration	51,4	20,4	- 60,4 %
JA	Édition et audiovisuel	6,7	3,5	- 47,0 %
JB	Télécommunications	0,4	0,3	- 28,7 %
JC	Activités informatiques	2,3	2,1	- 8,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,3	2,7	+ 18,7 %
LZ	Activités immobilières	1,6	1,2	- 25,1 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	8,4	6,8	- 18,9 %
MB	Recherche et développement	2,8	2,7	- 3,1 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,7	1,2	- 24,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	481,6	401,5	- 16,6 %
OZ	Administration publique	16,0	13,5	- 15,6 %
PZ	Enseignement	7,1	5,8	- 19,3 %
QA	Activités pour la santé humaine	41,6	44,0	+ 5,9 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	62,3	57,1	- 8,3 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	72,0	33,3	- 53,8 %
SZ	Autres activités de services	7,3	5,3	- 28,1 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+ 77,9 %
	TOTAL	862,3	681,0	- 21,0 %
	Industrie	10,9	8,9	- 18,0 %
	Construction	21,8	20,0	- 8,3 %
	Tertiaire	829,6	652,1	- 21,4 %
	Dont Tertiaire hors intérim	413,5	301,7	- 27,0 %
	Intérim	416,2	350,4	- 15,8 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 55,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,9	1,6	- 12,6 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,0	0,0	- 11,1 %
CC	Bois et papier	0,3	0,2	- 26,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,2	0,2	+ 8,3 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,2	0,2	+ 4,1 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,2	- 19,1 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,4	0,3	- 28,6 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,1	0,8	- 31,3 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	+ 5,5 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,2	- 11,8 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,4	0,2	- 54,1 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,6	0,5	- 25,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	- 38,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,6	0,7	+ 7,6 %
FZ	Construction	13,8	12,8	- 7,1 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	16,9	14,1	- 16,6 %
HZ	Transports et entreposage	10,4	8,7	- 15,6 %
IZ	Hébergement et restauration	12,3	7,8	- 37,0 %
JA	Édition et audiovisuel	0,4	0,3	- 10,4 %
JB	Télécommunications	0,3	0,2	- 39,7 %
JC	Activités informatiques	1,6	1,4	- 14,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,2	1,9	+ 58,1 %
LZ	Activités immobilières	0,8	0,6	- 28,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	4,7	3,7	- 20,9 %
MB	Recherche et développement	1,0	1,0	- 3,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,8	0,7	- 16,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	11,0	8,4	- 23,4 %
OZ	Administration publique	0,6	0,6	- 1,4 %
PZ	Enseignement	0,8	0,7	- 16,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	2,1	1,9	- 10,0 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,0	3,5	- 13,5 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,5	1,5	- 1,1 %
SZ	Autres activités de services	2,0	1,7	- 17,8 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 25,0 %
	TOTAL	92,6	76,6	- 17,3 %
	Industrie	6,4	5,2	- 18,3 %
	Construction	13,8	12,8	- 7,1 %
	Tertiaire	72,4	58,5	- 19,2 %

(en milliers)

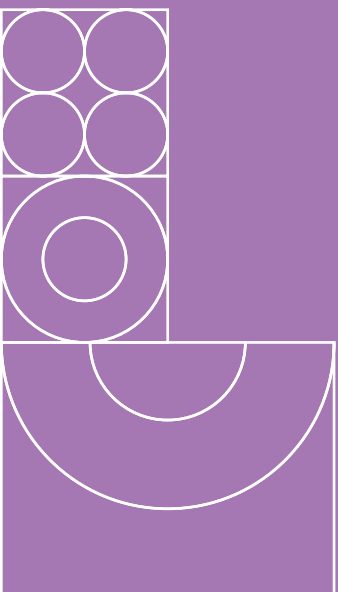
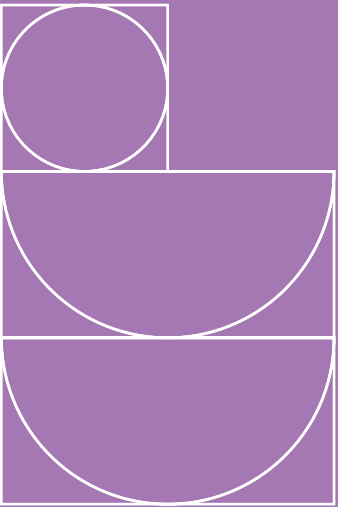
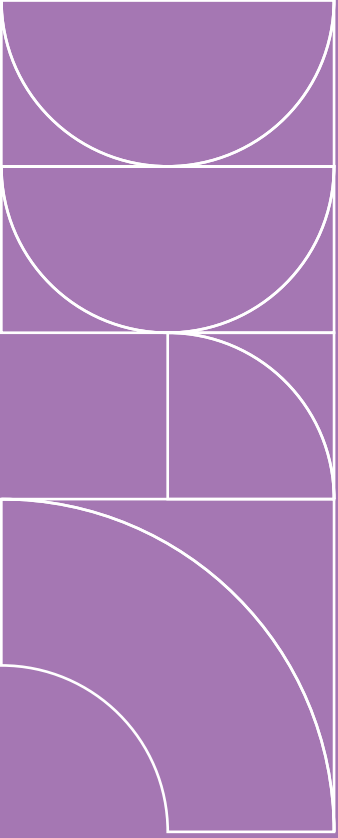
Source : Urssaf

Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	381,3
Exonération cotisations Covid-19	33,1
Réduction salariale heures supplémentaires	30,0
Aide à domicile	7,7
Déduction patronale heures supplémentaires	7,7
Contrat d'apprentissage secteur privé	6,4
Jeunes entreprises innovantes	5,5
Exonération sur compte épargne temps	2,0
Contrat d'apprentissage secteur public	1,8
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	1,0
Autres	1,0
TOTAL DES EXONÉRATIONS	477,6

Source : Urssaf

Hauts-de-Seine

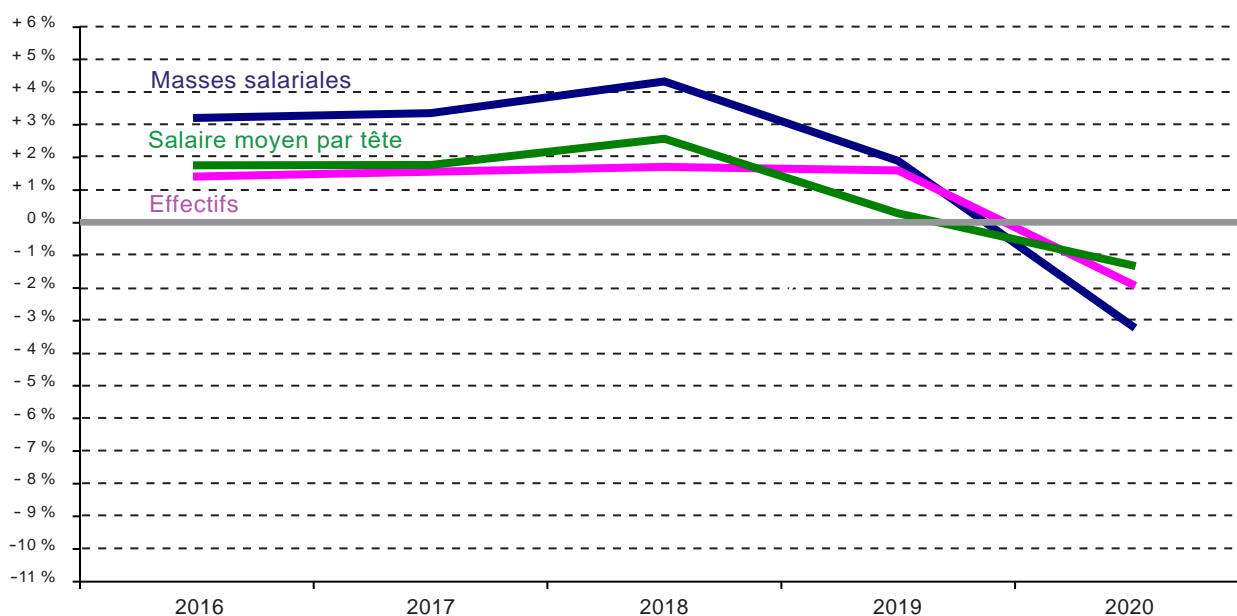


Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2020	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2020/2016
		2016	2017	2018	2019	2020	
Masse salariale (en millions d'€)	47 593	+ 3,2 %	+ 3,4 %	+ 4,3 %	+ 1,9 %	- 3,2 %	+ 9,8 %
Effectifs salariés (en milliers)	932,7	+ 1,4 %	+ 1,6 %	+ 1,7 %	+ 1,6 %	- 1,9 %	+ 4,4 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	4 252	+ 1,8 %	+ 1,8 %	+ 2,6 %	+ 0,3 %	- 1,3 %	+ 5,1 %
Établissements	50 439	+ 0,4 %	- 0,2 %	+ 1,0 %	+ 1,8 %	+ 0,4 %	+ 3,4 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	10	+ 11,1 %	0,1	- 1,4 %	10	- 0,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	679	+ 3,0 %	9,9	+ 3,6 %	405	+ 3,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	76	- 3,8 %	1,1	- 0,9 %	41	- 8,4 %
CC	Bois et papier	124	- 4,6 %	1,6	- 3,0 %	95	- 5,6 %
CD	Cokéfaction et raffinage	7	- 12,5 %	0,5	- 12,7 %	29	- 16,6 %
CE	Industrie chimique	82	+ 6,5 %	11,5	+ 8,0 %	869	+ 8,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	45	+ 0,0 %	7,7	- 2,6 %	620	+ 2,5 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	93	+ 3,3 %	2,7	+ 1,4 %	169	- 6,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	61	- 6,2 %	3,1	- 1,3 %	180	- 1,9 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	69	- 5,5 %	8,0	- 2,4 %	557	- 4,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	44	+ 2,3 %	3,2	- 2,5 %	282	- 0,4 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	47	- 7,8 %	1,5	- 3,1 %	99	- 5,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	30	- 6,3 %	13,0	+ 1,0 %	915	- 2,9 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	242	- 2,8 %	4,2	+ 5,8 %	216	+ 0,6 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	106	- 0,9 %	17,2	- 7,7 %	1 139	- 7,1 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	100	- 1,0 %	6,7	- 1,4 %	294	- 1,5 %
FZ	Construction	3 607	+ 3,8 %	43,1	+ 1,7 %	1 679	- 2,6 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	8 174	+ 0,6 %	110,7	- 0,6 %	5 536	- 2,8 %
HZ	Transports et entreposage	1 480	- 1,7 %	34,9	- 2,5 %	1 306	- 6,4 %
IZ	Hébergement et restauration	4 586	- 0,2 %	37,4	- 2,8 %	643	- 31,4 %
JA	Édition et Audiovisuel	1 577	- 1,3 %	43,7	- 2,0 %	2 626	- 3,8 %
JB	Télécommunications	205	- 4,2 %	13,6	+ 5,3 %	894	+ 5,9 %
JC	Activités informatiques	3 085	+ 5,1 %	97,5	- 1,2 %	5 391	- 2,5 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2 637	+ 0,8 %	87,9	- 3,4 %	6 372	- 0,6 %
LZ	Activités immobilières	1 765	+ 0,4 %	15,4	+ 0,9 %	674	+ 0,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	6 272	+ 3,1 %	139,1	- 0,1 %	9 082	- 2,4 %
MB	Recherche et développement	113	+ 4,6 %	9,8	- 0,7 %	640	+ 0,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1 414	- 1,3 %	34,6	- 5,3 %	1 754	- 8,0 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	6 313	- 3,0 %	85,1	- 8,1 %	2 620	- 6,4 %
OZ	Administration publique	41	+ 0,0 %	3,7	- 8,0 %	146	- 7,0 %
PZ	Enseignement	898	+ 0,0 %	12,0	- 0,6 %	365	- 2,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 477	+ 1,7 %	19,1	+ 0,1 %	670	+ 2,1 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	1 175	+ 4,3 %	28,8	+ 1,0 %	632	- 0,2 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 093	- 9,9 %	9,5	- 6,1 %	288	- 16,8 %
SZ	Autres activités de services	2 712	- 0,3 %	14,6	- 3,9 %	357	- 9,0 %
	Industrie	1 815	- 0,2 %	92,1	- 0,7 %	5 919	- 1,4 %
	Construction	3 607	+ 3,8 %	43,1	+ 1,7 %	1 679	- 2,6 %
	Tertiaire	45 017	+ 0,2 %	797,5	- 2,2 %	39 996	- 3,4 %
	Dont Tertiaire hors intérim	44 807	+ 0,2 %	788,8	- 1,9 %	39 931	- 3,4 %
	Intérim	210	+ 0,5 %	8,6	- 22,0 %	64	- 24,7 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 67,7 %
CA	Industries agro-alimentaires	6,1	5,0	- 17,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,7	0,4	- 43,5 %
CC	Bois et papier	0,4	0,3	- 17,5 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,1	0,1	- 27,2 %
CE	Industrie chimique	2,6	2,3	- 13,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	1,1	1,0	- 3,4 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,5	0,4	- 13,1 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,4	- 26,7 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,3	0,9	- 31,3 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,6	0,4	- 24,3 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,2	- 30,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	2,0	1,1	- 44,5 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,0	0,9	- 4,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	2,7	2,4	- 12,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,7	1,3	- 20,5 %
FZ	Construction	19,8	18,0	- 9,2 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	56,5	46,4	- 17,8 %
HZ	Transports et entreposage	26,1	20,5	- 21,4 %
IZ	Hébergement et restauration	157,3	49,7	- 68,4 %
JA	Édition et audiovisuel	377,5	332,5	- 11,9 %
JB	Télécommunications	2,9	2,5	- 16,0 %
JC	Activités informatiques	41,0	26,4	- 35,5 %
KZ	Activités financières et d'assurance	23,3	16,9	- 27,3 %
LZ	Activités immobilières	6,1	5,6	- 7,8 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	73,2	44,8	- 38,8 %
MB	Recherche et développement	1,8	1,6	- 13,5 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	296,0	135,7	- 54,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	600,7	319,5	- 46,8 %
OZ	Administration publique	12,0	9,6	- 19,8 %
PZ	Enseignement	20,7	15,8	- 23,8 %
QA	Activités pour la santé humaine	51,6	64,3	+ 24,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	90,3	85,9	- 4,9 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	88,9	48,9	- 45,0 %
SZ	Autres activités de services	13,9	9,2	- 34,0 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 50,0 %
	TOTAL	1 981,2	1 271,1	- 35,8 %
	Industrie	21,6	17,2	- 20,2 %
	Construction	19,8	18,0	- 9,2 %
	Tertiaire	1 939,8	1 235,9	- 36,3 %
	Dont Tertiaire hors intérim	1 528,4	1 013,0	- 33,7 %
	Intérim	411,5	222,9	- 45,8 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 83,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,7	3,0	- 18,3 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,1	- 33,3 %
CC	Bois et papier	0,3	0,2	- 33,3 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	- 36,1 %
CE	Industrie chimique	1,4	1,2	- 13,7 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,7	0,7	- 4,4 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,2	- 18,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,3	- 25,3 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	1,0	0,6	- 36,5 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,4	0,3	- 33,2 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,1	- 23,5 %
CL	Fabrication de matériels de transport	1,5	0,7	- 51,8 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,6	0,5	- 17,9 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	1,7	1,4	- 19,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,9	0,7	- 18,7 %
FZ	Construction	12,6	11,5	- 8,9 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	27,0	20,5	- 23,9 %
HZ	Transports et entreposage	11,8	9,4	- 20,5 %
IZ	Hébergement et restauration	25,2	14,7	- 41,9 %
JA	Édition et audiovisuel	6,2	5,8	- 6,0 %
JB	Télécommunications	2,1	1,8	- 16,7 %
JC	Activités informatiques	31,6	19,6	- 37,9 %
KZ	Activités financières et d'assurance	11,4	8,2	- 27,7 %
LZ	Activités immobilières	2,9	2,7	- 8,3 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	39,0	26,9	- 31,1 %
MB	Recherche et développement	1,1	1,0	- 10,8 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	7,3	4,5	- 38,5 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	23,5	16,6	- 29,3 %
OZ	Administration publique	1,0	0,8	- 23,4 %
PZ	Enseignement	2,3	2,2	- 3,8 %
QA	Activités pour la santé humaine	4,8	4,5	- 7,6 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	9,1	8,1	- 10,8 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,9	1,2	- 36,0 %
SZ	Autres activités de services	4,4	3,6	- 18,3 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	-
	TOTAL	238,4	173,6	- 27,2 %
	Industrie	13,2	10,1	- 23,5 %
	Construction	12,6	11,5	- 8,9 %
	Tertiaire	212,7	152,0	- 28,5 %

(en milliers)

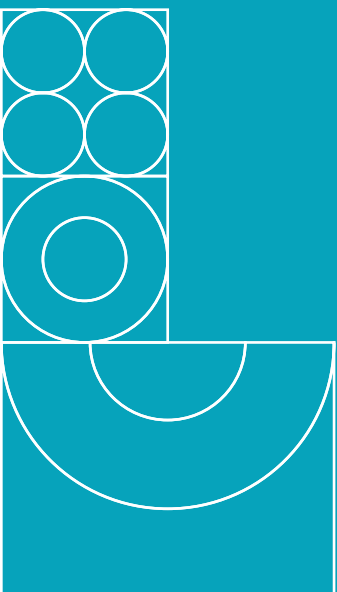
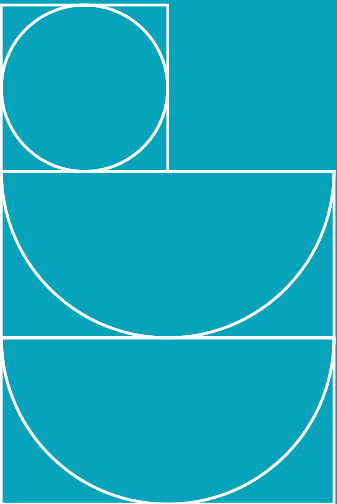
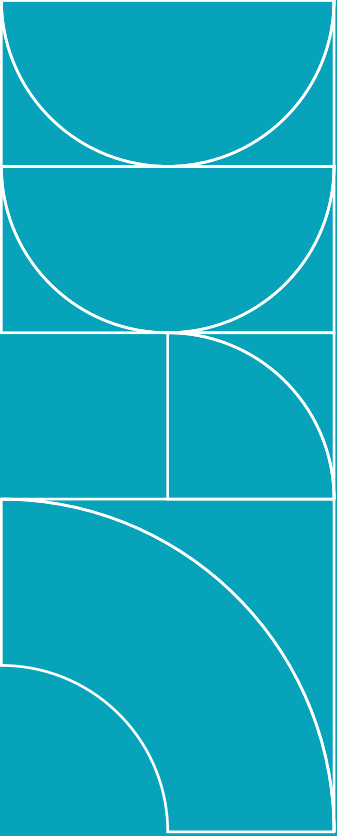
Source : Urssaf

Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	563,0
Exonération cotisations Covid-19	115,9
Réduction salariale heures supplémentaires	50,2
Contrat d'apprentissage secteur privé	18,0
Jeunes entreprises innovantes	17,1
Exonération sur compte épargne temps	12,3
Déduction patronale heures supplémentaires	10,5
Aide à domicile	9,3
Exonérations armement maritime	4,5
Dispense vieillesse cadres étrangers	2,6
Autres	3,0
TOTAL DES EXONÉRATIONS	806,4

Source : Urssaf

Seine-Saint-Denis

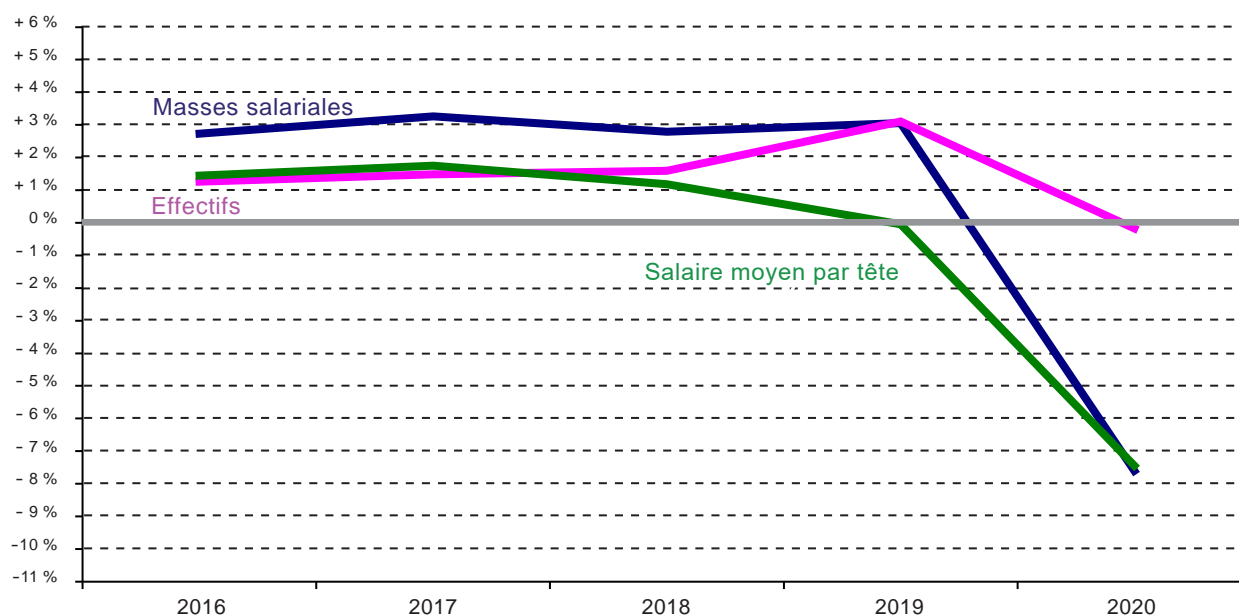


Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2020	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2020/2016
		2016	2017	2018	2019	2020	
Masse salariale (en millions d'€)	16 486	+ 2,7 %	+ 3,3 %	+ 2,8 %	+ 3,1 %	- 7,6 %	+ 3,8 %
Effectifs salariés (en milliers)	501,8	+ 1,3 %	+ 1,5 %	+ 1,6 %	+ 3,1 %	- 0,2 %	+ 7,5 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 738	+ 1,4 %	+ 1,7 %	+ 1,2 %	- 0,0 %	- 7,4 %	- 3,4 %
Établissements	41 384	+ 1,2 %	- 1,0 %	+ 0,6 %	+ 4,7 %	+ 1,1 %	+ 6,7 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	2	+ 0,0 %	0,0	- 10,2 %	2	- 12,4 %
CA	Industries agro-alimentaires	678	+ 2,7 %	5,2	+ 3,7 %	109	- 5,7 %
CB	Habillement, textile et cuir	249	+ 2,0 %	3,8	+ 4,0 %	122	- 0,8 %
CC	Bois et papier	144	- 0,7 %	1,8	- 1,6 %	66	- 11,9 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1	+ 0,0 %	0,2	- 0,2 %	12	- 0,8 %
CE	Industrie chimique	37	- 2,6 %	2,1	- 2,3 %	117	- 0,8 %
CF	Industrie pharmaceutique	5	+ 25,0 %	0,5	+ 4,1 %	23	+ 3,9 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	78	- 3,7 %	1,3	- 3,0 %	58	- 7,0 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	159	- 1,9 %	2,4	- 2,4 %	97	- 11,0 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	35	- 10,3 %	0,4	- 5,5 %	15	- 13,1 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	40	+ 2,6 %	1,2	+ 10,1 %	55	+ 5,2 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	61	- 4,7 %	1,7	- 2,6 %	77	- 6,6 %
CL	Fabrication de matériels de transport	19	+ 5,6 %	4,2	+ 4,2 %	279	+ 2,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	282	+ 0,0 %	3,5	+ 0,8 %	141	- 7,9 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	58	+ 3,6 %	9,1	+ 21,6 %	612	+ 28,2 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	145	+ 0,0 %	4,3	+ 0,9 %	155	- 2,9 %
FZ	Construction	8 266	+ 5,0 %	56,3	+ 5,6 %	1 295	- 4,0 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	9 154	+ 0,7 %	77,6	- 1,5 %	2 507	- 7,5 %
HZ	Transports et entreposage	3 039	- 3,4 %	87,5	- 0,4 %	3 289	- 17,2 %
IZ	Hébergement et restauration	3 575	- 1,6 %	23,9	- 2,1 %	328	- 33,7 %
JA	Édition et Audiovisuel	543	+ 2,5 %	5,5	- 6,7 %	276	- 10,1 %
JB	Télécommunications	218	+ 8,5 %	5,0	- 3,7 %	257	- 12,0 %
JC	Activités informatiques	862	+ 8,2 %	12,5	- 1,6 %	629	- 2,2 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 155	- 0,7 %	24,8	+ 0,3 %	1 356	+ 2,8 %
LZ	Activités immobilières	896	+ 0,8 %	6,2	- 3,9 %	199	- 4,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 022	+ 5,5 %	21,3	+ 0,4 %	1 044	- 3,3 %
MB	Recherche et développement	30	+ 7,1 %	1,6	+ 5,7 %	97	+ 8,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	565	+ 3,9 %	5,5	- 2,4 %	212	- 7,5 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	3 342	- 1,2 %	70,3	- 3,7 %	1 370	- 10,3 %
OZ	Administration publique	61	- 6,2 %	7,2	- 5,4 %	297	- 4,3 %
PZ	Enseignement	635	+ 1,8 %	6,3	+ 1,5 %	181	- 2,5 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 088	+ 3,3 %	11,1	+ 2,8 %	359	+ 2,1 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	742	+ 2,2 %	19,6	+ 0,9 %	446	- 0,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 061	- 9,0 %	5,6	- 6,8 %	128	- 24,4 %
SZ	Autres activités de services	2 137	+ 0,7 %	12,1	+ 0,1 %	278	- 8,4 %
	Industrie	1 993	+ 0,7 %	41,8	+ 5,2 %	1 939	+ 4,7 %
	Construction	8 266	+ 5,0 %	56,3	+ 5,6 %	1 295	- 4,0 %
	Tertiaire	31 125	+ 0,2 %	403,7	- 1,4 %	13 253	- 9,5 %
	Dont Tertiaire hors intérim	30 920	+ 0,1 %	396,1	- 0,9 %	13 199	- 9,4 %
	Intérim	205	+ 6,8 %	7,5	- 23,3 %	54	- 20,4 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 83,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	7,3	5,3	- 28,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	3,5	3,7	+ 7,6 %
CC	Bois et papier	1,4	1,0	- 27,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	- 18,3 %
CE	Industrie chimique	0,5	0,4	- 25,9 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	+ 61,9 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	- 8,4 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,7	0,5	- 31,2 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,1	0,1	- 7,3 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,6	+159,6 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,5	0,3	- 38,5 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,7	0,6	- 11,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,3	1,4	+ 3,9 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,7	0,8	+ 7,0 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,9	1,2	- 35,1 %
FZ	Construction	64,4	61,4	- 4,6 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	50,9	42,0	- 17,5 %
HZ	Transports et entreposage	41,9	34,4	- 17,7 %
IZ	Hébergement et restauration	112,3	32,2	- 71,3 %
JA	Édition et audiovisuel	118,0	89,8	- 23,9 %
JB	Télécommunications	1,3	1,5	+ 14,7 %
JC	Activités informatiques	4,1	3,5	- 13,6 %
KZ	Activités financières et d'assurance	5,6	4,2	- 24,7 %
LZ	Activités immobilières	4,1	2,7	- 33,1 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	10,6	8,7	- 17,5 %
MB	Recherche et développement	0,4	0,4	+ 8,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	6,9	4,5	- 35,5 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	804,3	420,2	- 47,8 %
OZ	Administration publique	10,5	9,9	- 6,2 %
PZ	Enseignement	12,4	10,4	- 15,6 %
QA	Activités pour la santé humaine	33,9	60,3	+ 78,0 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	50,7	47,1	- 7,0 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	74,4	43,6	- 41,3 %
SZ	Autres activités de services	9,9	7,8	- 21,5 %
	Activités diverses et non classées	0,1	0,0	- 80,6 %
	TOTAL	1 435,7	901,0	- 37,2 %
	Industrie	19,2	16,2	- 15,5 %
	Construction	64,4	61,4	- 4,6 %
	Tertiaire	1 352,1	823,4	- 39,1 %
	Dont Tertiaire hors intérim	704,7	503,1	- 28,6 %
	Intérim	647,4	320,3	- 50,5 %

(en milliers)

Source : Urssaf

■ Suite à un retraitement, le nombre est supérieur de 200 000 DPAE par rapport au chiffre annoncé dans l'Observatoire statistiques n°12.

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 100,0 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,8	2,2	- 21,2 %
CB	Habillement, textile et cuir	2,7	3,0	+ 12,8 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	- 30,1 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	- 19,4 %
CE	Industrie chimique	0,2	0,1	- 25,6 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,1	+ 38,9 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,1	0,1	- 23,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,4	0,3	- 24,2 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,0	0,0	+ 2,3 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,5	+316,7 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,2	- 40,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,5	0,5	- 17,2 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,8	0,7	- 8,4 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,4	0,4	+ 7,8 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,2	0,8	- 36,6 %
FZ	Construction	45,1	44,2	- 1,9 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	24,2	20,1	- 17,0 %
HZ	Transports et entreposage	20,7	18,9	- 8,6 %
IZ	Hébergement et restauration	18,5	11,6	- 37,6 %
JA	Édition et audiovisuel	1,3	1,2	- 8,9 %
JB	Télécommunications	0,9	1,1	+ 19,7 %
JC	Activités informatiques	2,9	2,3	- 20,1 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,9	2,2	- 22,7 %
LZ	Activités immobilières	1,2	1,0	- 17,7 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	6,3	5,5	- 12,7 %
MB	Recherche et développement	0,2	0,2	+ 20,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	2,1	1,5	- 27,3 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	22,3	18,5	- 17,3 %
OZ	Administration publique	1,0	1,2	+ 30,0 %
PZ	Enseignement	1,1	1,3	+ 14,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	3,3	3,4	+ 3,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,4	3,7	- 15,7 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,8	1,1	- 39,1 %
SZ	Autres activités de services	3,2	2,9	- 11,2 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 63,0 %
	TOTAL	173,1	150,9	- 12,9 %
	Industrie	9,8	9,0	- 8,2 %
	Construction	45,1	44,2	- 1,9 %
	Tertiaire	118,2	97,6	- 17,4 %

(en milliers)

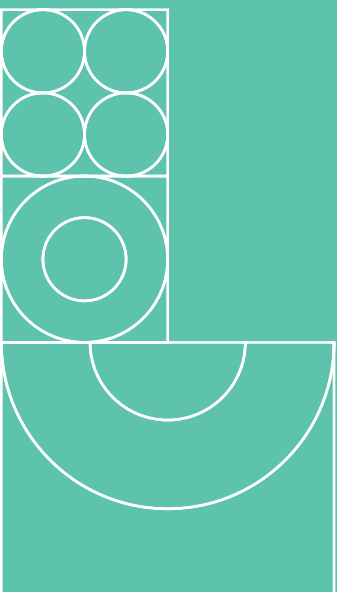
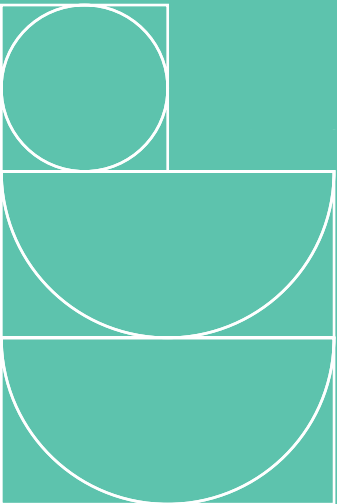
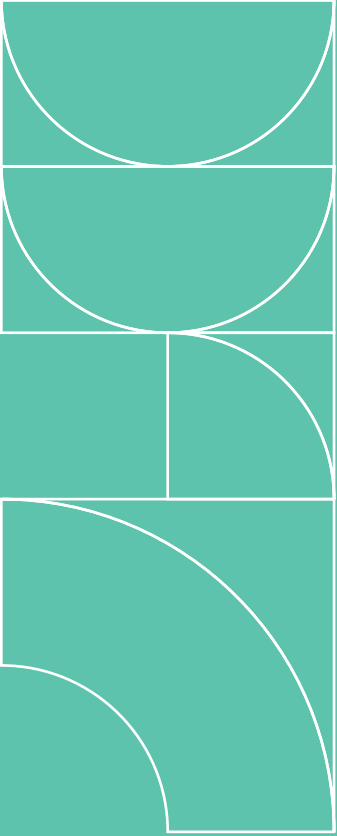
Source : Urssaf

Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	568,9
Exonération cotisations Covid-19	68,9
Réduction salariale heures supplémentaires	32,6
Déduction patronale heures supplémentaires	9,0
Contrat d'apprentissage secteur privé	7,5
Aide à domicile	7,3
Jeunes entreprises innovantes	5,3
Exonération sur compte épargne temps	3,2
Contrat d'apprentissage secteur public	2,5
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	1,5
Autres	3,2
TOTAL DES EXONÉRATIONS	710,0

Source : Urssaf

Val-de-Marne

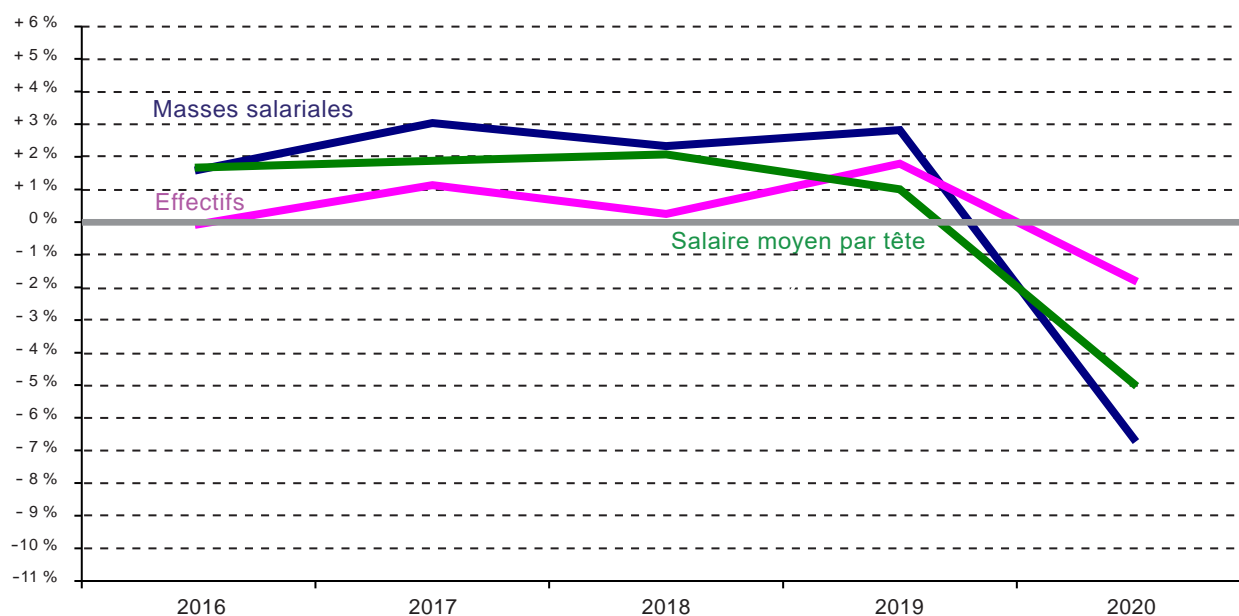


Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2020	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2020/2016
		2016	2017	2018	2019	2020	
Masse salariale (en millions d'€)	13 253	+ 1,6 %	+ 3,0 %	+ 2,3 %	+ 2,8 %	- 6,6 %	+ 2,8 %
Effectifs salariés (en milliers)	397,6	- 0,1 %	+ 1,1 %	+ 0,2 %	+ 1,8 %	- 1,8 %	+ 1,3 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 778	+ 1,7 %	+ 1,9 %	+ 2,1 %	+ 1,0 %	- 5,0 %	+ 1,5 %
Établissements	34 768	+ 0,3 %	- 0,9 %	+ 0,6 %	+ 2,2 %	+ 1,3 %	+ 3,5 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	7	+ 0,0 %	0,1	+ 10,2 %	5	+ 11,8 %
CA	Industries agro-alimentaires	612	+ 3,6 %	6,4	+ 1,4 %	200	- 4,4 %
CB	Habillement, textile et cuir	56	+ 0,0 %	0,3	- 9,8 %	7	- 23,4 %
CC	Bois et papier	101	+ 1,0 %	1,1	- 6,2 %	39	- 16,9 %
CD	Cokéfaction et raffinage		-	0,0	-	0	-
CE	Industrie chimique	26	+ 18,2 %	1,2	+ 3,0 %	64	+ 3,0 %
CF	Industrie pharmaceutique	11	+ 0,0 %	2,6	+ 0,0 %	120	- 0,0 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	76	- 3,8 %	1,4	- 1,0 %	59	- 5,7 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	114	- 0,9 %	1,6	- 1,8 %	56	- 12,9 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	52	+ 4,0 %	3,0	+ 3,2 %	180	+ 1,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	29	- 6,5 %	0,7	+ 1,8 %	33	- 2,5 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	48	- 4,0 %	1,5	- 2,5 %	80	- 4,5 %
CL	Fabrication de matériels de transport	14	- 6,7 %	1,7	- 4,5 %	92	- 12,2 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	301	- 0,3 %	4,8	- 5,3 %	246	- 7,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	30	+ 0,0 %	1,2	- 2,8 %	46	- 1,7 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	104	+ 0,0 %	3,5	+ 1,5 %	108	- 1,3 %
FZ	Construction	5 158	+ 5,3 %	42,4	+ 2,6 %	1 187	- 5,5 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	6 940	+ 0,8 %	78,6	- 1,7 %	2 876	- 6,9 %
HZ	Transports et entreposage	1 758	- 1,8 %	42,0	- 2,1 %	1 396	- 13,5 %
IZ	Hébergement et restauration	3 032	+ 0,4 %	21,4	+ 0,6 %	318	- 27,7 %
JA	Édition et Audiovisuel	380	+ 2,4 %	3,9	- 0,5 %	201	+ 2,7 %
JB	Télécommunications	104	+ 10,6 %	2,3	- 12,0 %	104	- 14,3 %
JC	Activités informatiques	1 110	+ 8,7 %	9,3	- 3,5 %	439	- 5,1 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1 304	+ 0,7 %	24,2	- 3,4 %	1 324	- 0,9 %
LZ	Activités immobilières	1 049	+ 1,1 %	6,1	- 0,8 %	213	- 2,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 581	+ 5,6 %	21,7	- 1,4 %	1 133	- 2,9 %
MB	Recherche et développement	65	- 3,0 %	1,9	- 2,6 %	127	+ 6,4 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	580	+ 2,8 %	4,3	- 12,5 %	116	- 10,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	3 544	- 3,3 %	51,8	- 4,9 %	1 070	- 8,0 %
OZ	Administration publique	33	- 2,9 %	3,5	- 5,3 %	122	- 3,8 %
PZ	Enseignement	589	+ 2,1 %	7,0	- 4,6 %	171	- 5,2 %
QA	Activités pour la santé humaine	1 183	+ 3,0 %	12,1	+ 1,2 %	401	+ 1,3 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	753	+ 1,2 %	18,6	+ 0,3 %	415	- 0,9 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1 031	- 8,6 %	6,3	- 2,7 %	108	- 22,2 %
SZ	Autres activités de services	1 993	+ 0,6 %	9,1	- 1,6 %	196	- 11,0 %
	Industrie	1 581	+ 1,2 %	31,1	- 0,9 %	1 336	- 4,6 %
	Construction	5 158	+ 5,3 %	42,4	+ 2,6 %	1 187	- 5,5 %
	Tertiaire	28 029	+ 0,6 %	324,1	- 2,4 %	10 730	- 7,0 %
	Dont Tertiaire hors intérim	27 846	+ 0,6 %	318,4	- 1,8 %	10 689	- 6,9 %
	Intérim	183	- 2,1 %	5,7	- 26,4 %	41	- 26,3 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 28,5 %
CA	Industries agro-alimentaires	4,4	3,4	- 23,6 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,2	0,1	- 49,3 %
CC	Bois et papier	0,2	0,3	+ 6,2 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,2	0,2	+ 1,8 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,5	0,5	+ 1,8 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,3	0,3	- 13,7 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,5	- 6,6 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,6	0,4	- 23,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	- 18,8 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,2	- 32,1 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,3	0,2	- 28,3 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,6	1,0	- 33,9 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,2	0,1	- 31,1 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	1,3	1,0	- 26,1 %
FZ	Construction	28,5	25,7	- 9,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	45,9	36,6	- 20,4 %
HZ	Transports et entreposage	25,4	18,3	- 27,9 %
IZ	Hébergement et restauration	60,5	22,7	- 62,5 %
JA	Édition et audiovisuel	20,4	11,3	- 44,6 %
JB	Télécommunications	0,6	0,5	- 18,4 %
JC	Activités informatiques	3,8	2,9	- 22,7 %
KZ	Activités financières et d'assurance	5,5	4,0	- 27,9 %
LZ	Activités immobilières	2,2	2,1	- 5,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	18,8	13,6	- 27,7 %
MB	Recherche et développement	0,6	0,6	+ 2,3 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	4,5	5,3	+ 18,0 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	443,1	255,5	- 42,3 %
OZ	Administration publique	10,0	8,8	- 12,3 %
PZ	Enseignement	10,2	8,1	- 21,0 %
QA	Activités pour la santé humaine	41,7	49,0	+ 17,4 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	80,9	67,8	- 16,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	55,1	34,5	- 37,5 %
SZ	Autres activités de services	8,1	6,4	- 22,0 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 19,0 %
	TOTAL	876,8	582,0	- 33,6 %
	Industrie	10,9	8,4	- 22,7 %
	Construction	28,5	25,7	- 9,8 %
	Tertiaire	837,4	547,8	- 34,6 %
	Dont Tertiaire hors intérim	595,2	404,5	- 32,0 %
	Intérim	242,1	143,3	- 40,8 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 55,6 %
CA	Industries agro-alimentaires	2,3	2,0	- 13,8 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,0	- 37,3 %
CC	Bois et papier	0,1	0,1	+ 46,9 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	-
CE	Industrie chimique	0,1	0,1	+ 6,8 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,3	0,2	- 17,2 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,2	+ 5,3 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,3	0,3	+ 7,2 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,4	0,3	- 36,0 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	- 18,9 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,2	- 25,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,2	0,1	- 33,0 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,8	0,6	- 29,2 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	- 31,1 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,6	0,4	- 39,4 %
FZ	Construction	18,2	16,8	- 7,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	19,7	15,6	- 20,8 %
HZ	Transports et entreposage	11,9	11,6	- 2,6 %
IZ	Hébergement et restauration	15,3	10,0	- 35,0 %
JA	Édition et audiovisuel	0,6	0,7	+ 14,1 %
JB	Télécommunications	0,4	0,3	- 20,1 %
JC	Activités informatiques	2,9	2,3	- 23,1 %
KZ	Activités financières et d'assurance	2,2	1,8	- 18,2 %
LZ	Activités immobilières	1,1	1,0	- 9,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	5,6	4,8	- 15,5 %
MB	Recherche et développement	0,2	0,2	+ 36,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	0,9	0,8	- 12,2 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	15,9	12,1	- 24,3 %
OZ	Administration publique	0,8	0,8	- 6,5 %
PZ	Enseignement	1,4	1,2	- 19,4 %
QA	Activités pour la santé humaine	2,8	3,0	+ 7,2 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	4,6	3,9	- 14,1 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,4	1,1	- 22,6 %
SZ	Autres activités de services	3,0	2,6	- 13,1 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	+100,0 %
	TOTAL	114,8	95,1	- 17,2 %
	Industrie	5,8	4,6	- 19,4 %
	Construction	18,2	16,8	- 7,8 %
	Tertiaire	90,8	73,6	- 19,0 %

(en milliers)

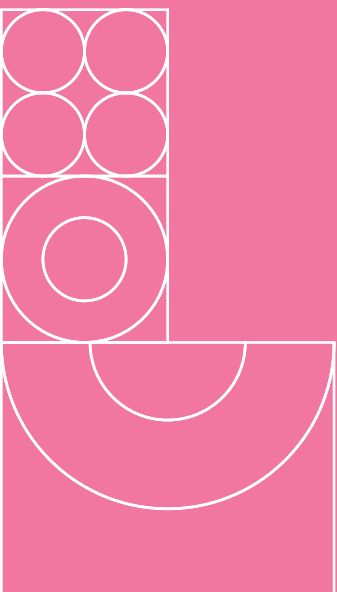
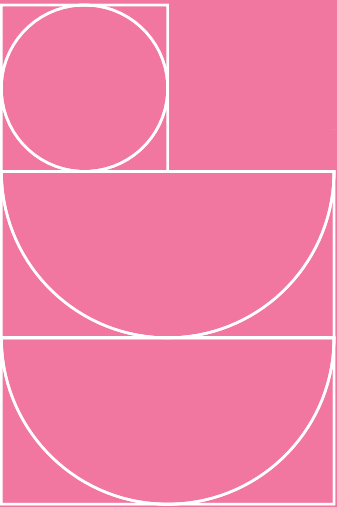
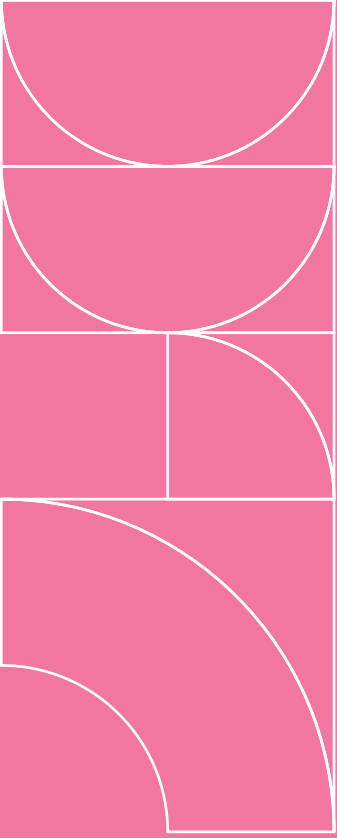
Source : Urssaf

Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	417,0
Exonération cotisations Covid-19	46,2
Réduction salariale heures supplémentaires	34,0
Déduction patronale heures supplémentaires	9,4
Jeunes entreprises innovantes	7,9
Aide à domicile	7,8
Contrat d'apprentissage secteur privé	6,7
Maîtres et documentalistes enseignants privé	3,7
Contrat d'apprentissage secteur public	2,0
Exonération sur compte épargne temps	1,4
Autres	2,2
TOTAL DES EXONÉRATIONS	538,3

Source : Urssaf

Val-d'Oise

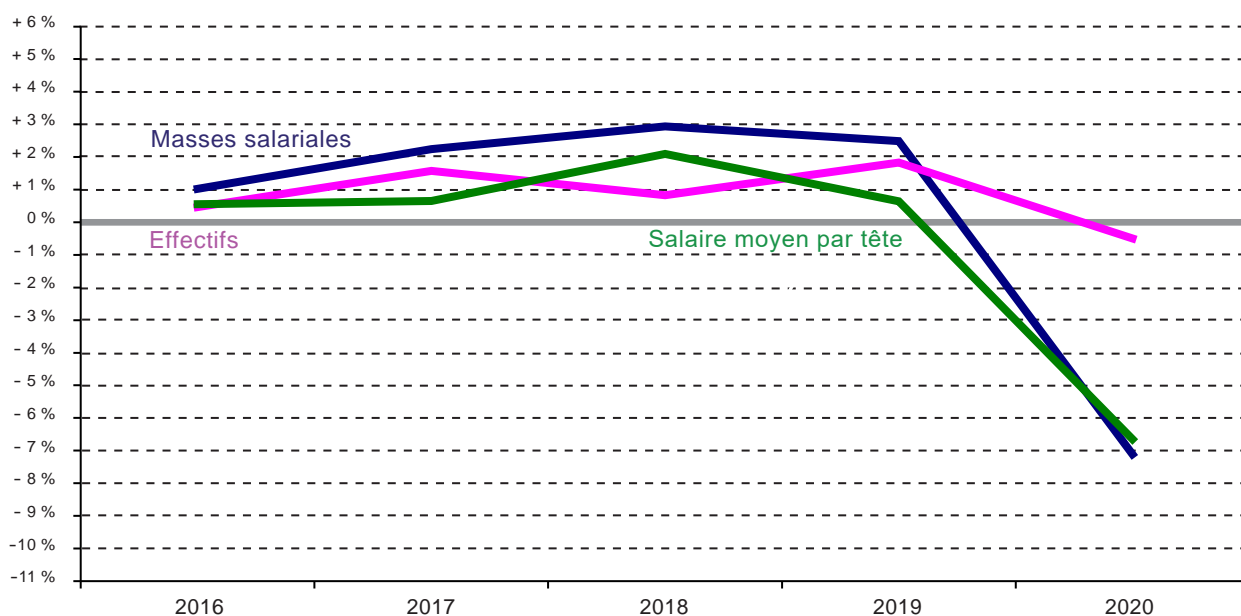


Les établissements, effectifs et masses salariales

	Niveau 2020	Évolution annuelle					Évolution sur 5 ans 2020/2016
		2016	2017	2018	2019	2020	
Masse salariale (en millions d'€)	8 478	+ 1,0 %	+ 2,2 %	+ 2,9 %	+ 2,5 %	- 7,1 %	+ 1,2 %
Effectifs salariés (en milliers)	296,0	+ 0,5 %	+ 1,6 %	+ 0,8 %	+ 1,8 %	- 0,5 %	+ 4,3 %
Salaire moyen par tête (SMPT en €)	2 387	+ 0,6 %	+ 0,7 %	+ 2,1 %	+ 0,6 %	- 6,6 %	- 2,9 %
Établissements	28 044	+ 0,7 %	+ 0,1 %	+ 1,1 %	+ 3,3 %	+ 2,3 %	+ 7,7 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Évolution en glissement annuel des effectifs, masses salariales et du salaire moyen par tête



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Répartition par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		Établissements		Effectifs (en milliers)		Masses salariales (en millions d'€)	
		2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	9	+ 0,0 %	0,1	+ 0,2 %	4	- 4,3 %
CA	Industries agro-alimentaires	466	+ 4,7 %	3,2	+ 3,6 %	69	- 2,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	42	+ 20,0 %	0,8	+ 5,0 %	29	+ 0,5 %
CC	Bois et papier	132	+ 1,5 %	1,3	- 3,8 %	43	- 14,0 %
CD	Cokéfaction et raffinage	1	+ 0,0 %	0,2	- 5,9 %	21	- 8,5 %
CE	Industrie chimique	52	- 1,9 %	3,2	+ 0,4 %	135	- 0,2 %
CF	Industrie pharmaceutique	7	+ 16,7 %	0,5	+ 0,5 %	19	- 1,4 %
CG	Industrie plastiques, produits non minéraux	81	- 4,7 %	2,3	- 2,4 %	116	- 9,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	253	- 3,1 %	3,5	- 6,4 %	121	- 15,5 %
CI	Fabrication produits informatiques, électroniques, optiques	54	+ 5,9 %	2,6	- 2,7 %	138	- 5,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	44	+ 0,0 %	1,5	- 2,2 %	70	- 6,9 %
CK	Fabrication machines et équipements n.c.a.	69	- 6,8 %	1,5	- 5,0 %	66	- 7,4 %
CL	Fabrication de matériels de transport	35	- 2,8 %	3,4	- 7,4 %	163	- 12,6 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	327	+ 0,0 %	5,3	+ 0,8 %	221	- 4,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	19	- 9,5 %	1,3	+ 0,3 %	53	+ 3,4 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	112	+ 3,7 %	2,4	- 0,7 %	71	- 3,8 %
FZ	Construction	5 039	+ 6,3 %	33,5	+ 5,9 %	830	- 4,4 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	5 988	+ 2,2 %	56,1	+ 0,2 %	1 803	- 4,6 %
HZ	Transports et entreposage	1 776	- 1,0 %	37,0	+ 1,7 %	1 126	- 8,4 %
IZ	Hébergement et restauration	2 250	+ 1,0 %	18,3	- 2,1 %	280	- 31,0 %
JA	Édition et Audiovisuel	140	- 4,1 %	0,6	- 6,2 %	25	- 10,3 %
JB	Télécommunications	127	+ 7,6 %	1,5	+ 3,6 %	41	- 1,9 %
JC	Activités informatiques	730	+ 11,5 %	7,5	+ 1,5 %	405	- 1,4 %
KZ	Activités financières et d'assurance	984	+ 1,3 %	6,2	- 1,7 %	285	- 2,8 %
LZ	Activités immobilières	718	+ 4,4 %	3,2	- 0,0 %	98	- 6,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	1 865	+ 5,6 %	10,4	+ 1,8 %	424	- 3,7 %
MB	Recherche et développement	16	- 5,9 %	0,2	- 3,3 %	11	- 10,0 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	382	+ 0,0 %	2,6	- 1,1 %	85	- 6,0 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	1 996	+ 0,3 %	42,3	- 6,3 %	679	- 11,8 %
OZ	Administration publique	28	+ 3,7 %	2,4	+ 4,0 %	78	+ 4,4 %
PZ	Enseignement	512	- 2,7 %	5,7	- 4,3 %	153	- 8,3 %
QA	Activités pour la santé humaine	823	+ 1,7 %	7,6	+ 3,0 %	240	+ 3,8 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	619	+ 3,3 %	16,6	+ 2,1 %	379	+ 0,6 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	769	- 8,0 %	4,0	- 15,0 %	71	- 36,3 %
SZ	Autres activités de services	1 579	+ 0,7 %	6,9	- 0,9 %	126	- 11,8 %
	Industrie	1 703	+ 1,0 %	33,2	- 1,8 %	1 339	- 7,0 %
	Construction	5 039	+ 6,3 %	33,5	+ 5,9 %	830	- 4,4 %
	Tertiaire	21 302	+ 1,5 %	229,3	- 1,2 %	6 309	- 7,5 %
	Dont Tertiaire hors intérim	21 098	+ 1,5 %	222,4	+ 0,3 %	6 265	- 7,2 %
	Intérim	204	- 1,0 %	6,9	- 32,7 %	44	- 33,2 %

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires)

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Répartition des DPAE par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 13,5 %
CA	Industries agro-alimentaires	3,0	2,9	- 2,9 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,2	0,2	+ 26,6 %
CC	Bois et papier	0,3	0,3	- 14,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	- 26,9 %
CE	Industrie chimique	0,6	0,4	- 33,5 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,1	0,1	- 15,6 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,4	0,3	- 23,5 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,9	0,6	- 35,4 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,5	0,2	- 53,8 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,4	0,2	- 50,9 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,3	0,2	- 21,3 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,5	0,3	- 37,1 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	1,6	1,2	- 26,1 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,2	0,1	- 30,2 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,9	0,8	- 18,2 %
FZ	Construction	29,0	27,5	- 4,9 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	37,7	32,4	- 14,1 %
HZ	Transports et entreposage	23,8	18,9	- 20,4 %
IZ	Hébergement et restauration	89,8	27,4	- 69,5 %
JA	Édition et audiovisuel	1,6	1,6	- 1,6 %
JB	Télécommunications	0,7	0,8	+ 17,7 %
JC	Activités informatiques	2,0	1,7	- 18,0 %
KZ	Activités financières et d'assurance	1,6	1,2	- 22,7 %
LZ	Activités immobilières	3,6	1,5	- 59,0 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	5,5	3,9	- 29,0 %
MB	Recherche et développement	0,1	0,1	- 17,9 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	2,2	1,9	- 12,5 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	481,6	274,5	- 43,0 %
OZ	Administration publique	15,8	13,2	- 16,5 %
PZ	Enseignement	9,1	5,7	- 37,7 %
QA	Activités pour la santé humaine	35,5	42,8	+ 20,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	52,7	55,6	+ 5,4 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	53,8	21,2	- 60,6 %
SZ	Autres activités de services	7,3	5,2	- 29,5 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	- 18,5 %
	TOTAL	863,1	544,8	- 36,9 %
	Industrie	9,9	7,8	- 20,9 %
	Construction	29,0	27,5	- 4,9 %
	Tertiaire	824,3	509,5	- 38,2 %
	Dont Tertiaire hors intérim	392,9	276,5	- 29,6 %
	Intérim	431,4	233,0	- 46,0 %

(en milliers)

Source : Urssaf

Répartition des DPAE en CDI par secteur d'activité

Activité économique (NACE 38)		2019	2020	Évolution 2020/2019
BZ	Industries extractives	0,0	0,0	- 7,1 %
CA	Industries agro-alimentaires	1,7	1,6	- 8,0 %
CB	Habillement, textile et cuir	0,1	0,2	+ 27,8 %
CC	Bois et papier	0,2	0,2	- 13,4 %
CD	Cokéfaction et raffinage	0,0	0,0	+ 8,3 %
CE	Industrie chimique	0,4	0,2	- 37,8 %
CF	Industrie pharmaceutique	0,0	0,0	- 4,8 %
CG	Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	0,2	0,2	- 17,2 %
CH	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	0,5	0,3	- 31,3 %
CI	Fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques	0,3	0,1	- 62,7 %
CJ	Fabrication d'équipements électriques	0,2	0,1	- 52,4 %
CK	Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	0,2	0,1	- 27,3 %
CL	Fabrication de matériels de transport	0,3	0,2	- 41,4 %
CM	Industrie du meuble ; réparation et installation de machines	0,9	0,7	- 20,7 %
DZ	Production, distribution d'électricité, de gaz	0,1	0,1	- 48,2 %
EZ	Production et distribution d'eau, gestion des déchets	0,6	0,4	- 21,9 %
FZ	Construction	18,9	18,8	- 0,8 %
GZ	Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	15,3	12,5	- 18,0 %
HZ	Transports et entreposage	9,6	8,5	- 11,1 %
IZ	Hébergement et restauration	13,3	7,9	- 40,8 %
JA	Édition et audiovisuel	0,2	0,1	- 31,6 %
JB	Télécommunications	0,4	0,5	+ 11,6 %
JC	Activités informatiques	1,4	1,2	- 17,4 %
KZ	Activités financières et d'assurance	0,9	0,7	- 23,1 %
LZ	Activités immobilières	0,7	0,6	- 14,2 %
MA	Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	3,2	2,5	- 22,5 %
MB	Recherche et développement	0,0	0,0	- 12,5 %
MC	Autres activités scientifiques et techniques	1,0	0,8	- 20,8 %
NZ	Activités de services administratifs et de soutien	10,5	10,0	- 4,9 %
OZ	Administration publique	0,7	0,6	- 7,6 %
PZ	Enseignement	0,9	0,8	- 14,9 %
QA	Activités pour la santé humaine	2,4	3,1	+ 29,7 %
QB	Action sociale et hébergement médico-social	3,7	3,2	- 12,8 %
RZ	Arts, spectacles et activités récréatives	1,1	0,5	- 53,6 %
SZ	Autres activités de services	2,1	1,8	- 15,9 %
	Activités diverses et non classées	0,0	0,0	-
	TOTAL	92,2	78,6	- 14,7 %
	Industrie	5,8	4,5	- 22,7 %
	Construction	18,9	18,8	- 0,8 %
	Tertiaire	67,5	55,3	- 18,0 %

(en milliers)

Source : Urssaf



Les exonérations

Principales mesures d'exonération	Cotisations exonérées (en millions d'€)
Allègement général	371,7
Exonération cotisations Covid-19	30,3
Réduction salariale heures supplémentaires	25,8
Déduction patronale heures supplémentaires	7,5
Aide à domicile	6,3
Contrat d'apprentissage secteur privé	5,0
Contrat d'apprentissage secteur public	1,0
Contrat d'accompagnement dans l'emploi	0,7
Jeunes entreprises innovantes	0,6
Exonération sur compte épargne temps	0,5
Autres	1,6
TOTAL DES EXONÉRATIONS	450,9

Source : Urssaf

Nos publications statistiques

L'Urssaf Ile-de-France publie tout au long de l'année des données statistiques détaillées et mises à jour dès leur disponibilité.

Ces parutions sont consultables sur le site partenaires : <https://urstart-idf.fr/>

Ile-de-France

Conjoncture n°40
1^{er} trimestre 2021

L'emploi résiste en Ile-de-France au 1^{er} trimestre

Au 1^{er} trimestre⁽¹⁾, l'emploi salarié privé en Ile-de-France stagne en raison des conséquences de la crise sanitaire. Cette stabilité s'inscrit dans un contexte difficile marqué par le début du troisième confinement français à la mi-mars. L'emploi est également stable sur un an, ce qui signifie que les pertes d'emplois liées à la crise sanitaire correspondent uniquement à celles observées au 1^{er} trimestre 2020 (-110 000 emplois). Cette stabilité résulte néanmoins de mouvements contraires entre les secteurs qui ont rebondi (construction, intérim) et ceux qui se sont enfoncés dans la crise (habillement, spectacles vivants, hébergement et restauration).

(1) Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents.

CHIFFRES CLÉS

4,3 %
de hausse annuelle de l'emploi salarié dans la construction en Ile-de-France

2 200 emplois
détruits sur un an dans la région.

Un trimestre perturbé par le confinement local

Plus de 2 100 emplois ont été créés durant ces trois mois (+0,04 % par rapport au trimestre précédent). L'annonce d'un confinement local, appliqué à partir du 19 mars 2021 dans les départements franciliens, a entraîné la fermeture des commerces non-essentiels quinze jours avant le début du troisième confinement national, alors que le spectacle vivant ou la restauration ont continué d'être fermés durant l'intégralité du trimestre. La reprise progressive de l'emploi a donc été entravée par ce confinement intervenu plus tôt. Cependant, la constance du niveau de l'emploi montre la résistance de certains secteurs qui compensent les pertes dans les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire. Une nouvelle fois, l'Ile-de-France a été plus atteinte que la majorité des autres régions françaises, notamment en raison du poids des secteurs de l'hébergement et de la restauration ou des spectacles vivants. L'emploi en France affiche ainsi une hausse trimestrielle de 0,5 %.

Les pertes d'emplois dans l'industrie demeurent à un niveau important ce trimestre (-0,4 % après 0,6 % le trimestre précédent) et l'intérim affiche également une baisse conséquente (-2,1 % après +5,0 % le trimestre précédent), à l'inverse du tertiaire hors intérim en légère hausse (+0,1 %). La construction continue d'apporter une contribution positive ce trimestre (+1,2 %).

Carte : emploi salarié par département en glissement annuel (14)

Tableau 1 : masse salariale et emploi salarié du secteur privé

	En (milliers)	Glissement trimestriel			Glissement annuel (1+T2021)
		1 ^{er} T 2021	3 ^{er} T 2020	4 ^{er} T 2020	
Masse salariale (en millions d'euros)	47 781	+14,4 %	-0,9 %	+1,3 %	+1,7 %
Emploi (en milliers)	47 781	+14,3 %	-1,1 %	+1,0 %	+1,9 %
Emploi (en milliers)	4 692	+1,6 %	-0,8 %	+0,0 %	-0,0 %
Salaire moyen par tête mensuel (en €)	3 427	+12,0 %	-0,8 %	+1,6 %	+0,8 %
Salaire moyen par tête mensuel (en €)	3 427	+12,4 %	-1,0 %	+1,5 %	+0,5 %
Masse salariale (en millions d'euros)	146 857	+17,6 %	-1,0 %	+1,5 %	+0,4 %
Emploi (en milliers)	146 857	+17,3 %	-1,3 %	+1,0 %	+0,1 %
Salaire moyen par tête mensuel (en €)	18 411	+2,1 %	-0,6 %	+0,5 %	+1,7 %
Salaire moyen par tête mensuel (en €)	2 671	+14,8 %	-1,5 %	+1,5 %	+1,9 %
Salaire moyen par tête mensuel (en €)	2 671	+14,5 %	-1,8 %	+1,0 %	+1,4 %

* y compris prime exceptionnelle de pouvoir d'achat instaurée par la loi du 21 décembre 2018 portant sur les mesures d'urgence économiques et sociales. Source : Urssaf, Dares (effectifs intermédiaires)

StatUR Ile-de-France conjoncture revient chaque trimestre sur les évolutions de la masse salariale, de l'emploi et du salaire moyen, détaillées par secteur d'activité et par département.

Pour vous abonner, écrivez à : stats.idf@urssaf.fr

N° 130
JUILLET
2021

Le baromètre Urssaf
Suivi de la conjoncture économique du secteur privé

L'emploi francilien stable au 1^{er} trimestre 2021

Au 1^{er} trimestre, l'emploi salarié privé en Ile-de-France stagne en raison des conséquences de la crise sanitaire. L'annonce d'un confinement local, appliqué à partir du 19 mars 2021 dans les départements franciliens, a entraîné la fermeture des commerces dits « non essentiels » quinze jours avant le début du troisième confinement national, alors que le spectacle vivant ou la restauration ont continué d'être fermés durant l'intégralité du trimestre. Les pertes d'emplois dans l'industrie demeurent à un niveau important ce trimestre (-0,4 %) et l'intérim affiche également une baisse (-2,1 %) à l'inverse du tertiaire hors intérim qui est en légère hausse (+0,1 %) et de la construction qui continue d'apporter une contribution positive ce trimestre (+1,2 %).

Le niveau d'emploi francilien reste stable (-2 200 salariés sur un an) et l'emploi national connaît une légère croissance (+1,7 %) durant la même période.

En Ile-de-France, la masse salariale hors prime exceptionnelle de pouvoir d'achat augmente de 1,3 % en glissement trimestriel. L'absence de confinement durant la quasi-totalité du trimestre a eu un impact positif sur la masse salariale francilienne. Ce niveau reste cependant en deçà des trimestres précédant la crise sanitaire. Le recours aux dispositifs de chômage partiel et d'arrêts maladie a continué de substituer aux salaires des indemnités non-soumises à cotisations sociales et donc non comptabilisées dans l'assiette salariale.

Au 1^{er} trimestre 2021, plus de 1,8 milliard d'euros d'assiette liée aux indemnités de chômage partiel a ainsi été enregistré. Ce montant représente 3,7 % du total de la masse salariale plus chômage partiel versés (contre 4,1 % au 4^{tr} trimestre 2020). Les deux secteurs des spectacles vivants et de l'hébergement et la restauration ont notamment un recours important à ces dispositifs avec des taux de chômage partiel de respectivement 20,9 % et 41,5 %.

Indicateurs calculés sur le champ géographique de l'Ile-de-France

Évolution annuelle de la DPAE à fin avril 2021

Nombre total de DPAE (hors intérim) (sur 12 mois glissants)	- 32,1 %
Nombre total de DPAE (hors intérim) (sur 3 mois glissants)	+ 2,4 %
Nombre de CDI (sur 12 mois glissants)	- 19,5 %
Nombre de CDD de plus d'un mois (sur 12 mois glissants)	- 10,0 %
Nombre de CDD de moins d'un mois (sur 12 mois glissants)	- 38,7 %
Nombre de DPAE en CDI (sur 12 mois glissants)	1 307 596

Évolution annuelle à fin mars 2021

Effectifs salariés	- 0,0 %
Niveau des effectifs privés (données disséminées)	4 691 540

Évolution annuelle du 1^{er} trimestre 2021

Assiette salariale (données disséminées)	- 1,7 %
------------------------------------------	---------

Source : Urssaf, Dares (effectifs intermédiaires)

Chiffre clé

2 200 emplois salariés ont été détruits sur un an.

L'Urssaf Ile-de-France, observatoire statistique régional
Au fil des formidables remplis par les personnes physiques ou morales qui déclarent et paient des cotisations et des contributions sociales, les Urssaf collectent des données essentielles sur le tissu économique. L'emploi et les revenus du travail dans leur région de compétence. L'Urssaf Ile-de-France est complétée auprès des acteurs économiques installés dans la région. En 2020, elle a collecté 108 milliards d'euros de cotisations pour financer les prestations de Sécurité sociale.

Le baromètre Urssaf présente l'évolution de la conjoncture en Ile-de-France, à travers les principaux indicateurs du réseau des Urssaf : déclarations préalables à l'embauche, emploi, etc. Le baromètre Urssaf est trimestriel sous forme de lettre électronique.

URSSAF Emploi dans le secteur de la construction en Ile-de-France

Octobre 2020

► Ile-de-France

Les dernières enquêtes de la Banque de France* montrent que le secteur de la construction a pu rebondir dès le mois de juin, après avoir subi un arrêt brutal en raison du confinement. Comment l'emploi privé francilien dans ce secteur a-t-il réagi dans ce contexte particulier ? Zoom sur un secteur stratégique de l'économie régionale.

(*) cf. Tendances régionales - Ile de France Août 2020 (disponible en ligne sur le site de la Banque de France)

Un secteur en expansion en Ile-de-France
La construction représente 6,8 % des effectifs franciliens du secteur privé (+0,3 point en un an et +0,6 en deux ans), soit un peu plus de 328 100 salariés. Les effectifs augmentent ainsi plus vite dans ce secteur qu'en moyenne dans la région. Les travaux de construction spécialisés représentent la majeure partie des effectifs (70,1 %), notamment du fait de la part importante des travaux d'installation électrique et de plomberie (29,8 % du total). La construction de bâtiments (17,2 %) et le génie civil (12,6 %) constituent les deux autres branches de ce secteur. Au 1^{er} semestre 2020, le secteur de la construction représentait 13,7 % des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) en CDI en Ile-de-France. Ce ratio est en forte augmentation sur un an et reste largement supérieur à la part des effectifs salariés.

Une progression de l'emploi malgré la crise sanitaire
À l'exception du premier trimestre 2020, l'emploi francilien dans le secteur de la construction progresse depuis début 2017. Le nombre d'emplois a reculé fin mars 2020 mais a augmenté plus rapidement fin juin, si bien que le nombre d'emplois s'établit à un niveau record dans ce secteur. Le résultat de ces variations correspond à une hausse des effectifs de 2,9 % sur un an. Le secteur gagne ainsi 9 300 salariés en Ile-de-France sur un an, tandis que 20 100 postes ont été créés en province. Sa croissance souterraine en région parisienne s'inscrit actuellement dans une dynamique nationale. L'Ile-de-France représente 22,1 % des emplois nationaux.

Dans la région, les trois branches du secteur ont gagné de l'emploi sur un an. Ainsi, le génie civil affiche une

progression soutenue avec une hausse de 4,7 %. La construction de bâtiments (+2,6 %) et les travaux de construction spécialisés (+2,7 %) attestent également d'une progression dynamique de l'emploi. La construction a donc redémarré rapidement mais le secteur demeure cyclique et reste dépendant des investissements privés qui continuent de se contracter.

La masse salariale diminue du fait du chômage partiel
En comparant les deuxièmes trimestres de 2020 et de 2019, la masse salariale de l'ensemble du secteur se

répète de 19,7 % en incluant la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, ou de 20,1 % en l'excluant. Cette baisse intervient dans un contexte de confinement qui a impacté la mobilité du trimestre à minima. Cependant, le recours aux dispositifs de chômage partiel et d'arrêts maladie conduit à substituer aux salaires des indemnités non-soumises à cotisations sociales et donc non comptabilisées dans l'assiette salariale, suivie dans cette publication. Au deuxième trimestre 2020, plus de 378 millions d'euros d'arrêts liés aux indemnités de chômage partiel ont ainsi été enregistrés. Ce montant représente 16,1 % du total de la masse salariale

Fluctuation des effectifs salariés sur cinq ans

Masses salariales, effectifs et établissements dans le secteur de la construction à fin juin 2020

	Effectifs	Evolution 2019-2020	Evolution 2015-2020
Constructions (en millions)			
Effectifs	25 554	+ 2,6	+ 17,3
Etablissements	7 397	+ 1,8	+ 15,1
Génie civil			
Effectifs	20 861	+ 4,7	+ 15,5
Etablissements	698	+ 4,2	+ 14,7
Travaux de construction spécialisés			
Effectifs	31 685	+ 2,7	+ 15,3
Etablissements	34 119	+ 1,8	+ 13,1
TOTAL			
Masse salariale	1 979	- 19,9	+ 19,8
Effectifs	328 113	+ 2,9	+ 16,1
Etablissements	10 293	+ 1,8	+ 14,9

(1) comprenant sur la somme d'une année pour le mois de janvier. (2) nombre d'établissements du mois 1 salarié. Sources : Urssaf - Adco

Les fiches sectorielles

Ces fiches traitent des secteurs d'activité sensibles ou liées à l'activité économique de la région.

Urssaf atU ► Ile-de-France Bilan 2019 n°38

Les travailleurs indépendants en Ile-de-France

Les données régionales présentées dans cette publication sont une déclinaison exhaustive de l'Annuaire Stat Bilan des TI chiffres nationaux 2019. La croissance de la population des travailleurs indépendants (TI) est portée par le dynamisme des auto-entrepreneurs (AE). Leur nombre a continuellement progressé depuis la création de ce dispositif jusqu'à devenir majoritaire au sein des TI depuis 2018. Zoom sur les résultats observés sur l'année 2019 en Ile-de-France.

Des travailleurs indépendants administrativement actifs toujours en forte hausse en 2019
Fin 2019, 751 144 personnes travaillent sur le territoire de l'Ile-de-France avec un statut d'indépendant. Au cours des dix dernières années, les TI ont vu leur effectif augmenter de près de 70,0 %.

Après un ralentissement dans la croissance des effectifs observé entre 2012 et 2016, avec une croissance annuelle moyenne de 4,2 %, le nombre de travailleurs indépendants connaît une robuste progression avec successivement + 5,5 % en 2017, + 8,8 % en 2018 et + 16,5 % en 2019.

Ce dynamisme est principalement porté par le dispositif auto-entrepreneur qui présente un taux de croissance annuel moyen de 21,2 % depuis sa création. Malgré un relatif essoufflement enregistré en 2015 (+ 4,6 %), la progression du nombre d'auto-entrepreneurs franciliens ne cesse de croître par la suite, avec respectivement + 10,2 % en 2016, + 15,0 % en 2017, + 20,4 % en 2018 et + 31,6 % en 2019, confirmant ainsi le succès de ce régime.

Cette forte progression observée depuis 2018 résulte d'une évolution négative qui a doublé les plafonds de chiffres

CHIFFRES CLÉS

751 144
c'est le nombre de TI administrativement actifs en 2019.

253 468
c'est le nombre d'AE économiquement actifs à fin 2019.

19,5 milliards d'euros
de revenus fin 2019.

Graphique 1 : nombre de comptes AE et AE depuis 2008 (administrativement actifs)

Bilan Travailleurs indépendants 2019 N°38 / Février 2021

Urssaf IledeFrance Le baromètre sectoriel

Télécommunications en Ile-de-France Février 2021

Le secteur des télécommunications résiste plutôt bien à la crise, et ce, bien que l'on constate une baisse de la mobilité professionnelle au sein de ce secteur et un tassement de la masse salariale.

► L'emploi résiste à la crise sanitaire

L'emploi dans le secteur des télécommunications a longtemps effectué une tendance négative, liée notamment à l'externalisation croissante de certaines activités. Depuis 2016, il a été stabilisé au-dessus de 43 000 salariés. Ce secteur semble pour le moment épargné par les conséquences de la crise sanitaire. Sur un an, l'emploi affiche même une évolution de 0,4 %.

En revanche, sur la même période, la masse salariale sur un an glissant diminue par rapport à l'année dernière de 1,7 %. Cette diminution s'explique par un recours aux dispositifs de chômage partiel et d'arrêts maladie, concernant notamment des boutiques, car ces indemnités non-soumises à cotisations sociales ne sont pas comptabilisées dans l'assiette salariale. Toutefois, le secteur a globalement eu peu recours à ces dispositifs, la part du chômage partiel oscillant entre 0,5 % et 2 % du total de la masse salariale plus chômage partiel.

► La majorité des emplois se situent à Paris et dans les Hauts-de-Seine

Les emplois dans les télécommunications représentent une part non-négligeable de l'emploi privé francilien (0,8 % au 30 septembre 2020). Les deux-tiers des effectifs du secteur se concentrent sur Paris et les Hauts-de-Seine. Les déménagements et les évolutions d'établissements ont modifié la localisation de nombreux salariés durant ces cinq dernières années et Paris est le département qui a le plus bénéficié de cette nouvelle répartition. Il accueille maintenant 42,5 % des salariés contre 27,6 % cinq ans plus tôt. Les Hauts-de-Seine, longtemps le département le plus employeur du secteur, représentent aujourd'hui 26,6 % des emplois.

► Les déclarations d'embauches baissent logiquement

Le nombre de Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) hors intérim est en baisse sur les trois premiers trimestres de l'année 2020 par rapport à la même période en 2019 (+ 10,8 %). Cette diminution s'explique logiquement par la crise sanitaire qui a paralysé les embauches, particulièrement durant le mois d'avril. Les CDI ont baissé de 11,0 % et les CDD de plus d'un mois de 9,4 %. À noter que le secteur ne recourt presque pas au CDD de moins d'un mois (1,4 % du total des DPAE hors intérim).

La baisse des DPAE a donc eu lieu en même temps qu'une hausse des emplois. Cette situation n'est pas contradictoire, car le flux de DPAE indique avant tout la vitesse de la mobilité professionnelle au sein d'un secteur. Celle-ci est alors plus souvent orientée à la baisse en période de crise car il existe moins d'opportunités et changer d'entreprise peut sembler plus risqué.

Fluctuation des effectifs salariés

Masse salariale effectifs, établissements dans le secteur des télécommunications

	Effectifs	Evolution 2019-2020	Evolution 2015-2020
Masse salariale	2 389	- 1,7	- 1,1
Effectifs	44 390	0,4	- 2,0
Etablissements	619	7,8	22,3

(1) en millions d'euros. (2) comprenant sur la somme de revenus glissants pour le mois de janvier. (3) nombre d'établissements du mois 1 salarié. Sources : Urssaf

Déclarations préalables à l'embauche sur les trois premiers trimestres 2020

	CDI	CDD longs	CDD courts
Télécommunications	5,3	1,7	0,1
Prédes télécommunications	85,3	33,3	1,4
Poids du secteur privé	20,9	12,6	86,5

(7) en milliers. Sources : Urssaf

► A propos des données...

Les données proviennent des déclarations des employeurs du secteur privé. Elles sont non-déclaratoires. Le champ de l'étude est défini par rapport à la définition de la nomenclature NAF : 6110Z et 6210Z (Télécommunications filaires et Télécommunications sans fil). Ces deux classes regroupent les activités de mise à disposition de services de Télécommunications et de services connexes (à l'exception des Télécommunications par satellite), c'est-à-dire de transmission de la voix, de données, de textes, de sons et d'images.

AVERTISSEMENT Intégration des données individualisées dans la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés. Nombres progressivement depuis 2016, sera finalisé en juin 2021 à l'occasion de la publication des résultats du premier trimestre 2021 : environ 4 millions de salariés au niveau national restent à être traités. Cette opération engendrera notamment à des retards significatifs (cf. accès 7 - Observatoire économique / Accès SMI (cf. 316)).

Contact : observatoire.economique@urssaf.fr

Les fiches thématiques

Ces fiches établissent des bilans transversaux sur une thématique spécifique, telles que les travailleurs indépendants, les déclarations d'embauche ou les associations.

Le baromètre sectoriel

Ce baromètre traite d'un domaine en fonction de l'actualité : les télécommunications, la programmation informatiques, les établissements bancaires ou l'industrie automobile

CONTACTS

L'observatoire statistique de l'Île-de-France est à votre disposition sur simple demande auprès du département Communication

PAR COURRIER

Urssaf Ile-de-France
93518 Montreuil Cedex

PAR COURRIEL

contact.presse.idf@urssaf.fr
stats.idf@urssaf.fr